



L'étude des partis politiques en Turquie: bilan des travaux et pistes de recherche

Elise Massicard

► To cite this version:

Elise Massicard. L'étude des partis politiques en Turquie: bilan des travaux et pistes de recherche. Pour une sociologie localisée des partis politiques en Turquie, Jun 2007, Lille, France. halshs-00164474

HAL Id: halshs-00164474

<https://shs.hal.science/halshs-00164474>

Submitted on 20 Jul 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'étude des partis politiques en Turquie : bilan des travaux et pistes de recherche

Elise Massicard (CNRS/CERAPS)

Adresse de correspondance : elise.massicard@laposte.net

Document de travail/pré-publication

Juin 2007

« Today, less than one hundred years after six 'New Ottomans' on a summer picnic started the first organized political coterie, political parties have become formidable organizations which enlist the support of virtually every adult man and woman in every town and village and which pervade governmental organization and public life at all levels » (Rustow 1966:125).

« Turkish politics are party politics (...) Within the power structure of Turkish society, the political party is the main unofficial link between the government and the larger, extra-governmental groups of people (...) It is perhaps in this respect above all – the existence of extensive, powerful, highly organized, grass roots parties – that Turkey differs institutionally from the other Middle Eastern nations with whom we frequently compare her » (Frey 1965: 301-303).

Introduction

L'objectif de ce texte est de servir de base de discussion à un travail collectif de sociologie des partis en Turquie. Ce travail a commencé de manière informelle il y a plusieurs mois, suite à d'autres projets butant sur la nécessité de revisiter la sociologie des partis en Turquie (travail collectif sur les mobilisations collectives, Dorronsoro 2005a ; séminaire d'Elise Massicard à l'EHESS depuis 2004 « pouvoirs et territoires en Turquie » ; travail collectif sur les députés en Turquie, Dorronsoro, Massicard 2005). Nous voulons tirer parti de la présence de nombreux chercheurs en sciences sociales donnant une large place à la sociologie politique et aux études de terrain.

La journée d'études CERAPS du 11 juin 2007 constitue la première manifestation de ce travail collectif. Se tiendra à partir de la rentrée 2007 un séminaire de recherche « pouvoirs et territoires en Turquie contemporaine » à l'EHESS, consacré cette année aux partis. Par ailleurs, certains participants organisent un panel au congrès de la Middle East Studies Association fin novembre à Montréal. Une prochaine rencontre, faisant intervenir spécialistes français et turcs sur les partis en Turquie, se tiendra à Paris les 7 et 8 décembre 2007.

Il s'agira ici d'abord de faire le point des travaux existants sur les partis turcs et des approches dominantes, pour ensuite dégager des interrogations et des pistes de recherche.

Pour ce faire, on cherchera notamment à tirer parti des travaux, des outils et des approches développés par la sociologie des partis sur d'autres pays pour travailler et faire parler un terrain turc qui semble riche et prometteur ; nous tentons de ce fait de sortir d'une démarche particulariste qui postulerait l'altérité irréductible de ce terrain.

Il ne s'agit pas cependant de reprendre mécaniquement les typologies développées dans l'analyse des partis occidentaux ni de suivre aveuglément des sentiers bien balisés dans d'autres espaces ; il convient de poser quelques précautions afin d'éviter l'élasticité conceptuelle ou encore un comparatisme plat qui serait trop peu attentif à la nécessité d'interroger les concepts et d'adapter la démarche lorsque l'on aborde des terrains initialement exclus des modèles théoriques établis (Gazibo 2006 : 9-10). Notre démarche s'accompagne d'un questionnement épistémologique sur l'applicabilité de ces interrogations et de ces outils. L'approche d'ensemble est donc caractérisée par la confrontation entre modèles généraux et terrains spécifiques. On partira de l'idée que l'étude des partis politiques en Turquie est fertile si l'on s'autorise à s'approprier une littérature théorique très riche en pistes de recherche ; mais aussi si l'on adopte une démarche empirique attentive à ce que les terrains ont à montrer (Gazibo 2006 : 12). Cette démarche explique la forme de cette première journée d'études : il s'agit dans un premier temps de faire parler des personnes qui, bien que ne travaillant pas nécessairement directement sur les partis et ont des expériences inégales sur cet objet, l'ont au moins croisé durant leurs terrains ; et de faire réagir sous forme de brainstorming, des gens ayant travaillé de manière intensive sur les partis, mais sur d'autres terrains ; pour faire se rencontrer des expériences inductives et des questions théoriques de sociologie des partis.

L'ambition de ce projet est, en confrontant sans *a priori* les terrains turcs et cet objet classique que sont les partis politiques, d'opérer un double éclairage : comprendre les dynamiques turques en ce qu'elles offrent de similaire comme de différent par rapport aux terrains « classiques » ; et, éventuellement, revisiter à la lumière des terrains turcs et éprouver la pertinence des concepts et modèles mis au point initialement à partir d'autre cas. Ainsi, nous tenterons de dégager d'éventuelles spécificités des expériences turques, potentiellement susceptibles d'informer la sociologie des partis en général.

I. Les approches éprouvées

Nous laisserons ici à part les études du parti unique, car les problématiques sont évidemment différentes. « Prior to 1950, Turkish parties tended to be « official », meaning they were instruments of the regime designed to enhance political control, rather than represent the electorate » (Sayarı 1978:40). Nous ne traiterons donc que de la période postérieure à 1950.

L'école développementaliste

La première approche de science politique, qui a beaucoup marqué l'étude des partis en Turquie, a été la perspective développementaliste¹ ; celle-ci explique l'émergence des partis par le concept de modernisation. L'importance de cette approche dans le cas de la Turquie s'explique en partie par le fait qu'elle lui a conféré une place de choix : alors que la représentation n'était pas un principe politique pertinent au Moyen-Orient, ni sous l'Empire ottoman, en raison de l'absolutisme et de la politique de contrôle des corps disposant de

¹ Pour une approche développementaliste des partis turcs voir Onulduran (1974) ou Kili (1976).

ressources (ouléma, janissaires, *devşirme*, commerce laissé aux *millet*), les analystes soulignent l'émergence précoce d'organisations de type partisan. Rustow (1966) considère la Turquie comme l'exemple le plus accompli de développement de partis politiques au Moyen-Orient, comme une sorte d'avant-garde : « The outlook for Turkey : a test for democracy in developing countries » (Rustow 1966: 113). L'importance que prend la Turquie dans cette l'approche développementaliste est liée au fait que Dankwart Rustow, l'un des grands noms de la science politique américaine – notamment dans sa dimension comparée – était un spécialiste de l'histoire moderne et de la politique de la Turquie (Sayarı 2003 : 45).

Dans l'histoire des partis politiques turcs depuis le dernier quart du XIXe siècle, Rustow distingue des périodes alternantes d'expansion et de contraction - qu'il appelle « diastoles » et « systoles » (1966 :112) : chaque « diastole » correspond à une phase de plus grande expansion et de plus grande liberté d'organisation par rapport aux précédentes². Ces cycles se reflètent dans l'influence de l'organisation partisane sur le recrutement du leadership partisan. Selon l'auteur, la première période (1865-1908) est celle de l'organisation « conspirationnelle ». Dans les deux périodes suivantes (1908-1945), les partis deviennent les instruments de l'organisation de l'élite dirigeante. Enfin, dans les deux dernières (depuis 1945), les partis servent la mobilisation politique des masses (Rustow 1966 : 114). Au fur et à mesure que l'élite politique s'étend, l'organisation partisane évolue vers plus de complexité (1966 : 114). Pour Rustow, à travers l'organisation partisane qui se développe, c'est aussi une inclusion croissante de la population, une participation de nouvelles couches sociales (et géographiques) à la politique qui se met en place: « Within this logical sequence of fruitful tasks, political parties came to play an essential and constructive role, particularly in the last phase of broadening participation. The embryonic precursors of the modern parties – the New Ottomans and the early Union and Progress – were small cliques within the bureaucratic – military elite. They began in Istanbul, were forced to exile, but later spread to some cities in the more culturally advanced parts of the Empire such as Macedonia and Syria. After 1908 party organization became public, formal, and widespread until it embraced a large part of the educated class – officers, civil servants, lawyers, doctors, teachers, journalists – both in the capital and in the provincial centers. By 1920, party organization spread to the smaller towns where school teachers, administrative officials, and muftis formed the backbone of the Defence of Rights movement. Under the one-party regime of 1923-1945 the dominant position of the central governmental elite (military officers and civil servants) within the party became consolidated. After 1945, lawyers, businessmen, large landowners, and more lately union leaders made their way into the elite, and peasants and industrial workers became active political participants” (Rustow 1966: 126-127). Ce schéma reste cependant muet sur les raisons qui sont à l'origine des transformations et des crises qui, à leur tour, ont affecté le système politique, ainsi que sur les relations que les partis entretenaient avec les forces sociales dont ils servaient les intérêts et les élites dont ils reflétaient les conflits internes (Vaner 1985 : 4).

² Ainsi le développement relativement libre de l'opinion publique et l'organisation politique naissante de 1865 à 1878, qui pourraient être considérés comme la phase d'expansion du premier cycle, sont suivis par l'autocratie du sultan Abdulhamid (1878-1908). La révolution Jeune-turque de 1908 inaugure une phase de prolifération de partis, suivie par le règne autoritaire du Comité Union et Progrès entre 1913-18. Il s'ensuit une période de relative liberté d'expression alternant avec le pouvoir du parti unique (1923-1945). On pourrait distinguer les mêmes cycles pour les périodes ultérieures d'après-guerre et la première phase du pouvoir du Parti démocrate (DP, *Demokrat Parti*) avec le retour aux méthodes autoritaires vers la fin des années 1950. L'intermède du régime militaire en 1960-61 ouvre la voie à une période d'activités plus libres et plus intenses pour les partis.

L'attention au système partisan et à ses « maux » : fragmentation, volatilité, polarisation

Le paradigme de la démocratisation, dominant depuis les années 1980, prolonge dans une certaine mesure l'approche développementaliste. Cette approche aussi confère une place importante aux partis (Heper, Landau 1991 ; Akgün 2001 ; Türsan 2004, Tepe 2005b). Ici encore, les partis ne sont pas ici étudiés en soi, mais comme indicateurs d'autre chose, ici la démocratisation. Par ailleurs, les travaux qui ont contribué à ramener les partis dans l'étude de la "démocratisation" se sont plus intéressés aux systèmes partisans dans leur ensemble qu'aux sous-unités partisans (Türsan 1995:168). La question du système partisan dans son ensemble semble effectivement dominante depuis les années 1980 (Sayarı 1978 ; Özbudun 1981b ; Vaner 1985 ; Ergüder 1995 ; Çarkoğlu 1998 ; Başlevent, Kirmanoğlu, Şenatalar 2004-05 ; Sayarı 2007).

Dans leur ensemble, ces travaux s'accordent sur le constat suivant : le système partisan turc, depuis le coup d'Etat de 1980 et contre toute attente, est caractérisé par une fragmentation : « Fragmentation came roaring back in the 1987 election, and has become a major problem plaguing the Turkish political system » (Çarkoğlu 1988: 548-550 ; voir Özbudun 2000 : 75-76 pour les mesures précises de cette fragmentation), une volatilité, et une polarisation croissantes : « Parties and the party system in Turkey have been experiencing a protracted process of institutional decay since the 1970s, with growing fragmentation, ideological polarization, and electoral volatility in the party system and declining organizational capacity of, public support for, and identification with individual parties (...) All three maladies of the Turkish party system in the 1970s – volatility, fragmentation, and polarization – have reappeared, if anything even more strongly » (Özbudun 2000: 73, 79). Çarkoğlu (1988) note aussi que la "fractionalization" a augmenté de manière substantielle et constante de 1950 à 1995, à l'exception des élections de 1961, 1977 et 1983 – deux de ces élections succédant immédiatement à des intermèdes militaires. Ce faisant, les analystes sont obligés de constater – avec un certain dépit - que les développements partisans observés d'un point de vue macro cadrent mal avec l'hypothèse de la démocratisation.

Il est probablement inutile de revenir en détail ici sur les problèmes généraux que posent les approches dites de la « démocratisation », en termes de biais normatif et téléologique, et de risque de négligence de l'étude de pratiques sociales (voir Dobry 2000, Dorronsoro 2005a : 21), pour nous concentrer sur ses conséquences sur l'étude des partis. Un grand nombre d'analyses regrette les « travers » qui sont reprochés aux partis turcs, considérés toujours en termes de « manque » par rapport à un idéal (« There appears to be an overall decline in the organizational capabilities of political parties (particularly in regard to candidate selection, electoral mobilization, and issue structuration) » (Özbudun 2000 : 99)). Or, l'étude des partis semble justifié indépendamment de la préoccupation normative centrée sur leur effectivité ou leur apport à la consolidation de la démocratie. Les partis peuvent aussi constituer des objets de recherche intrinsèques et un site d'analyse heuristique des transformations ou des contraintes qui pèsent sur les processus politiques (Gazibo 2006 : 10).

De manière intéressante, le constat de continuité de certains « travers » pose la question des découpages chronologiques pertinents : alors que la science politique turque considère souvent 1980, en raison du coup d'Etat et des réorganisations institutionnelles de grande ampleur qui l'ont accompagné (constitution de 1982, loi sur les partis de 1983), comme « l'année 0 » d'un nouveau système et de nouveaux équilibres politiques, ces constats devraient encourager à réévaluer les découpages chronologiques communément admis. « Despite determined efforts by the military to adjust the electoral and party system in order to achieve a greater measure of stability, all the trends noted above [fragmentation and

polarization] resumed as soon as the military formally excused itself from politics and government (...) Despite the best intentions of the military junta (sic), fragmentation has not only returned, but it is now worse than ever (...) The system has become more fragmented, polarized, and subject to a higher degree of voter volatility than ever” (Tachau 2000:138, 140, 144). De ce point de vue, il semble qu’on puisse, à titre d’hypothèse de travail, considérer le régime militaire (1980-1983) comme une parenthèse – sans pour autant nier la portée du changement de certaines règles du jeu (voir plus bas). De ce fait, il semble pertinent de prendre en compte dans le champ de la recherche, et non au seul titre de « background », la période précédant 1980. Ceci n’est pas sans poser de problèmes méthodologiques, car le coup d’Etat du 12 septembre 1980 a entraîné la saisie – et donc concrètement la disparition pour le chercheur - des archives des partis en activité³. Il reste bien sûr les archives privées, mais qui présentent des problèmes spécifiques de sélection des documents et d’accès ; d’une manière générale, intégrer l’avant-1980 oblige à réfléchir aux modalités de travailler conjointement sur des objets pour lesquels les sources sont hétérogènes et inégales⁴.

D’autres éléments portent à interroger, et probablement à réévaluer, la portée des ruptures institutionnelles. Les quelques travaux basés sur des études de terrain localisées tendent à conclure que les ruptures institutionnelles ne se reflètent pas avec la même vigueur sur les bases sociales : “The clientelistic networks that had been established during the 1970s have, nevertheless, survived and been appropriated by the new social democratic parties. The cadres in Ankara who established the new parties found readily available linkages and an organised rank-and-file periphery. The ease with which the new parties were established [after 1980] can be explained in terms of the informal clientelistic networks that never ceased to exist” (Güneş-Ayata 1990: 179-180). De la même manière, White (2002) dans son étude localisée des mobilisations islamistes dans un quartier périphérique d’Istanbul, constate la persistance de réseaux d’interconnaissance, canaux de mobilisation efficaces et stables, qui s’avèrent à peine affectés par les ruptures institutionnelles que constituent l’interdiction régulière des partis dans lesquels ils prennent place (fermeture du parti de la prospérité (RP, *Refah Partisi*) en 1997, de son successeur, le Parti de la Vertu (FP, *Fazilet Partisi*) en 1998). Elle conclut ainsi à l’articulation entre la sphère partisane formelle et les réseaux sociaux, mais aussi à une relative autonomie. Ces constats encouragent à ne pas se contenter de modes d’analyse surplombants et « macro », donnant la primauté au simple cadre institutionnel, mais de les compléter ou nuancer par des approches empiriques basées sur des recherches de terrain.

Par ailleurs, ce type d’analyses macro et « institutionnaliste » induit une définition implicite et objectivante de ce qu’est un parti : ce type d’approche s’intéresse exclusivement aux partis jouant le jeu électoral - d’autant plus que l’on se situe dans une perspective de démocratisation. De ce fait, sont exclus d’office de l’analyse de nombreux « petits » partis, qui participent au jeu électoral sans avoir aucune chance d’en gagner les trophées (et ils sont nombreux : Parti du Travail (EMEP, *Emek Partisi*) ; Parti de la Liberté et de la Solidarité (ÖDP, *Özgürlük ve Dayanışma Partisi* ...), mais aussi des « mouvements », sociologiquement similaires à ces derniers mais ne participant pas au jeu électoral. Parmi eux, notons la place particulière qu’occupent en Turquie les groupes illégaux, dont certains revendiquent l’appellation de partis, comme le PKK, « Parti des Travailleurs du Kurdistan » qui, illégal, n’a

³ « Siyasal Tarih nasıl yok edildi ? Mazimiz tertemiz », *Nokta*, 17/07/1988, p. 54 s ; « CHP Arşivi yok edildi mi ? Bir Laçkalık Kurbanı », *Nokta*, 07/08/1988, p. 71.

⁴ Par ailleurs, il n’existe pas non plus d’archives complètes dans les directions de partis, certains conservant certains documents, d’autres non ; il n’existe pas de collections complètes de publications partisanses, les partis ne se tenant que sporadiquement à l’obligation d’envoi à la bibliothèque nationale. L’état de la documentation est donc très inégal ; sans compter que l’accessibilité n’est pas garantie pour le chercheur, surtout étranger.

jamais participé au jeu électoral, mais dont l'influence sur ce dernier ne saurait être sous-estimée (Watts 1999, Güney 2002). On pourrait dire la même chose d'autres groupes armés illégaux (comme le Parti-Front de Libération Révolutionnaire du Peuple guévariste, DHKP-C, *Devrimci Halk Kurtuluş Partisi – Cephesi*) qui, sans participer aux scrutins, appuient certaines candidatures ou en présentent sous la bannière indépendante, notamment au niveau local. Pourtant, ce type d'objets pourrait s'avérer fructueux en termes de configurations de ressources et de contraintes. Ainsi, ce type d'approche surplombante contribue à naturaliser un « système » sans s'interroger sur ses frontières, les enjeux ni les effets de ces frontières. Dans cette perspective, la seule interrogation largement menée concerne « l'intégration au système » les partis légaux ayant la forme institutionnelle et l'appellation de parti, mais qui se situent « hors système » par leur idéologie – principalement les partis légaux islamistes et nationalistes kurdes. S'il nous paraît difficile de poser *a priori* une définition de ce que nous comptons considérer comme parti dans le cadre de ce projet, il semble du moins important de poser ouvertement la question.

Dépasser la vision des partis comme acteurs collectifs

Le système partisan, l'idéologie et les discours partisans sont les aspects qui ont le plus attiré l'attention des spécialistes. A l'inverse, il existe peu de travaux sur le fonctionnement des partis, leurs structures, leurs processus de décision internes, leur recrutement et leur implantation, en bref sur ce que Charlot (1989: 361) a nommé la « face cachée des partis ».

Quand il est question d'expliquer les positionnements des organisations partisans, le premier et souvent unique mode d'explication est par le leader. Ainsi, on dispose de plus de travaux sur les leaders nationaux et leurs biographies que sur les partis eux-mêmes – ces travaux étant d'ailleurs plus souvent journalistiques que scientifiques. Il est vrai qu'une caractéristique des partis turcs est le « centralisme » ; cependant cette concentration sur les leaders ne découle pas d'une analyse sociologique de la répartition des pouvoirs et des mécanismes de prise de décision au sein des partis ; elle découle du postulat d'une préséance du leader sur le parti et permet justement de faire l'économie d'une véritable analyse des ressorts d'une telle préséance. Ce mode d'explication s'accompagne souvent d'une illusion héroïque (Dobry 1996 : 79ss). Cette vision s'accompagne de l'idée de que leader est déterminant également pour les comportements électoraux : « In election campaigns, the trustworthiness and other personal qualities of party leaders loom much larger than the parties' positions on issues » (Özbudun 2000 86). On se heurte ici aux limites d'une science des partis réduites à l'étude des idéologies, des dirigeants, des résultats électoraux et des effets du système politique.

Ce type d'analyse tend donc le plus souvent à méconnaître la variété des usages et des partis, contribuant ainsi à leur objectivation, c'est-à-dire au processus général qui accrédite l'idée de l'unité des partis (Sawicki 1997 : 22). Il est significatif à cet égard que les ouvrages collectifs publiés sur les partis soient des collections de chapitres consacrés chacun à un parti (voir notamment Heper, Landau 1991 ; Rubin, Heper 2002) ; il est rare que les monographies de partis posent la question de la variété de leurs usages ; souvent, même quand les rapports de forces internes sont étudiés (Bora, Can 1991 ; Bora, Can 2004 pour le Parti du Mouvement Nationaliste, (MHP, *Milliyetçi Hareket Partisi*)), c'est la « voix (officielle) du parti » qui est au centre de l'attention, et les « voix alternatives » sont rarement prises en compte (voir cependant Özdalga 2005 pour le Parti de la Gauche Démocratique (*Demokratik Sol Partisi*, DSP)). Précisons enfin que, comme en France, tous les partis n'ont pas reçu la même attention. Les partis les plus étudiés sont les partis sociaux-démocrates et notamment le Parti

Républicain du Peuple kémaliste (CHP, *Cumhuriyet Halk Partisi*) et ses avatard, ce qui contribue à calquer la sociologie des partis sur un cas qui est loin d'être représentatif (fonctionnement très centralisé notamment depuis 1995) ; plus récemment, les partis islamistes et nationalistes kurdes ont été l'objet de nombreuses études, surtout dans une perspective d'intégration au système. Mais les partis de droite modérée - Parti de la Juste Voie (DYP, *Doğru Yol Partisi*) conservateur et Parti de la Mère Patrie (ANAP, *Anavatan Partisi*), libéral - restent les parents pauvres de la recherche.

L'objectif de ce projet est de considérer les partis (ainsi que les politiques et candidats qu'ils produisent) non plus comme des acteurs collectifs, mais de tenter d'accéder à leur « jardin secret », pour parvenir à une vision plus dynamique de la sociologie interne des partis (Offerlé 1987). Il s'agira d'ouvrir la boîte noire et d'analyser les mécanismes de production de leurs règles internes, de leurs discours et de leurs prises de position. Les partis ne seront pas uniquement appréhendés comme des champs de luttes pour des postes, mais aussi comme des institutions historiquement et socialement ancrées, comme des entreprises collectives mus par des intérêts divers, traversées par des changements incessants, et susceptibles d'usages très différenciés (Sawicki 1997 : 7-8).

II. Quelques pistes de recherche

Dans cette perspective, nous avons dégagé trois axes de recherche principaux : l'approche organisationnelle, la question de l'implantation des partis, et enfin l'analyse des militantismes partisans - il s'agira donc de faire appel principalement à sociologie des organisations, ainsi qu'à la sociologie des mobilisations et de l'engagement. Ces pistes ne sont pas considérées comme exclusives les unes des autres, même si elles sont présentées séparément pour la clarté de l'exposé. Au contraire, l'ambition du projet consiste à les articuler.

Si la question de l'idéologie ne figure pas parmi ces pistes, ce n'est pas car nous la considérons comme non pertinente ou dépassée, mais en raison de la multitude de travaux existants consacrés à cette question. Ce projet se distancie en revanche d'approches désincarnées de l'idéologie comme phénomène autonome, ne la mettant pas en relation avec des soubassements sociologiques. Il nous semble au contraire nécessaire de situer sociologiquement les discours, de les analyser par rapport aux fonctionnements organisationnels, aux implantations sociales et aux engagements militants. Ainsi, les pistes de recherche ici développées devraient permettre de revenir *in fine* sur la question de l'idéologie, mais autrement.

Pour l'instant, il ne s'agit pas de dégager de grandes lignes ou de règles générales ; au contraire, à partir d'analyses empiriques concrètes et de terrains localisés partant d'observations fines des pratiques, il s'agira de différencier entre partis et situations.

A. Une approche organisationnelle

Une perspective négligée mais prometteuse

L'analyse dite organisationnelle des partis politiques, qui prend pour objets les enjeux internes et les luttes de pouvoir au sein des partis, les ressources mises en oeuvre dans la conquête des positions de pouvoir, les mécanismes de sélection des dirigeants ou encore le fonctionnement des directions partisans, a peu été appliquée sur les partis turcs. En 1976,

Sayarı entendait inaugurer cette perspective de recherche : « The organizational dimension of political competition in Turkey has received surprisingly little attention despite its obvious relevance for understanding party behaviour. This article represents a preliminary attempt to identify some of the salient features of Turkish party organizations. Undoubtedly, much more systematic research is needed before we can begin to answer questions concerning the degree of organizational centralization, the nature of authority relationships between leaders and subleaders, the level of involvement in party activities, or the functional relevance of organizational work for the success in the elections. Studies designed to analyze these and other aspects of party organization from a comparative perspective are likely to contribute significantly to our understanding of Turkish political parties » (1976: 199). Trente ans plus tard, cet appel est resté pratiquement lettre morte, si l'on excepte quelques travaux éparés (Bektaş 1988, et récemment Turan 2006). A l'échelle internationale, les questionnements organisationnels sont pourtant largement dominants dans l'analyse des partis politiques, et ont notamment connu un regain autour de la théorie de la cartellisation, qui a à peu été appliquée la Turquie (voir cependant les travaux d'Ümit Cizre).

La plupart des analystes se sont contentés de ranger les partis turcs dans les catégories classiques de la perspective organisationnelle, en général celles héritées de Duverger. Ils s'entendent sur l'inexistence en Turquie de partis de masses : « If mass parties have been defined as parties based on a carefully maintained membership registration system of card-carrying, dues-paying members, with emphasis on political indoctrination, no major Turkish political party qualifies as a mass party » (Özbudun 2000: 80). Certains en concluent que les partis turcs sont plus proches du modèle des partis de cadre (pour les années 1970, Sayarı 1976 : 188). « La quasi-totalité d'entre eux s'apparentent aux partis de cadres. Ils cherchent à s'appuyer sur les notables et, en dépit des efforts consentis par le CHP dans le sens inverse, dans les années 70, ils attachent peu d'importance à l'adhésion » (Vaner 1985 : 7). Pour Özbudun, les partis turcs d'après 1980 « have not generally displayed mass party characteristics but rather have combined the features of cadre, catchall, and cartel parties (...). Features approaching the cartel party model include the fact that parties have shown a tendency to become part of the state and to act as agents of the state ». Reflétant en cela l'héritage des théories de la modernisation et/ou de la démocratisation, il considère la question organisationnelle de manière diachronique : « In the change from a cadre party model to a catchall or cartel party model, Turkish parties have never gone through a mass party phase » (Özbudun 2000 : 87). Les quelques tentatives d'appliquer une analyse organisationnelle se contentent donc le plus souvent de ranger les partis de Turquie, pris dans leur ensemble, dans – ou plus près de – tel ou tel modèle « classique », à partir de caractéristiques très générales.

L'une des raisons du manque d'approfondissement des approches organisationnelles est probablement que « l'étude des partis politiques turcs sous l'angle de leur organisation ne fournit pas véritablement la clef d'analyse pour leur différenciation » (Vaner 1985 : 7). En effet, « The formal structural characteristics of Turkish parties are quite similar (...) Such similarities in the formal organization and internal order stem partially from the provisions of the Political Parties Law. These include a detailed list of specifications, ranging from the size of executive committees at each administrative level to the procedures to be used in the nomination process » (Sayarı 1976 : 187-188; pour le rôle respectif des différentes instances dans les années 1970, voir p. 190 s.). « Organizationally, all Turkish parties display similar characteristics, since the 1965 and 1983 Political Parties Laws imposed a more or less standard organizational model that consists of party congresses (conventions) and elected executive committees at the national and local (provincial and subprovincial) levels. » (Özbudun 2000: 83). Pour Sayarı, dans les années 1970, la principale différence organisationnelle se situe non pas entre partis, mais entre organisations partisans dans les

grandes villes et en zones rurales – une différence qui n’est pas directement liée au phénomène partisan mais à la société, qui concerne tous les partis et semble dénoter une approche développementaliste : “Many local party organizations, particularly in the less developed regions, remain inactive between elections and do little or nothing to give their members a political education or indoctrination” (Sayarı 1976 : 197-199). Les dispositifs tels l’aménagement des structures nationales et fédérales, leur niveau d’emboîtement, les organigrammes répartissant les tâches et les trophées entre les dirigeants et leurs équipes, les statuts juridiques étant très encadrés et donc très similaires, on aurait pour ainsi dire peu de différenciation inter-partisane des modes de gouvernement partisan. Bien que les partis disposent effectivement de types d’organisation très similaires sur le papier, il semble à y regarder de plus près que les pratiques montrent un degré non négligeable de différenciation (voir plus bas ; voir aussi Massicard 2005 : §83-85). Ainsi, Ayata note-t-elle, pour les années 1980, une différence organisationnelle importante – mais invisible sur le papier – entre les deux partis de centre-droit se réclamant du même héritage : en tant qu’héritier direct du Parti de la Justice (AP, *Adalet Partisi*) le DYP avait l’avantage d’être basé sur un réseau plus ancien, plus puissant et plus serré d’organisations partisans locales disposant de forts liens clientélistes; alors qu’en comparaison, l’ANAP se rapprochait plus d’un modèle de parti de cadre ou de caucus, avec des organisations locales relativement faibles (Ayata 1993:38, 40). En outre, “organisationally, the RP is the only Turkish party that comes close to the model of a mass party, or a party of social integration” (Özbudun 2000: 92 s.). On constate donc un écart important entre la règle et les pratiques, qui se révèle dès que l’on prend la peine d’observer ces dernières.

Interroger la « centralisation » et la concentration des pouvoirs

Mais la principale raison qui permet d’expliquer la négligence de ce type d’approche est sans doute la « centralisation » des partis, unanimement constatée, autour de la direction nationale et en particulier du leader. “The party leader has a powerful position in all Turkish political parties. With weak links to society and reliance on patronage to hold it together, parties attempt to reach the electorate through the party leader, which, in turn, enhances the power of the leader vis-a-vis other parts of the organization” (Turan 2003: 157). “Both historically and at present, all parties display strong oligarchical tendencies. All parties are overtly centralized, and the central executive committees have the power to dismiss recalcitrant local committees” (Özbudun 2000: 83). Cette « centralisation » est souvent considérée comme permettant de se passer d’une véritable analyse organisationnelle. Or, il semble que cette concentration des pouvoirs au profit des directions nationales et ses conséquences doivent au contraire faire l’objet d’une véritable analyse.

Au premier abord, les directions semblent effectivement « tenir » leur parti, avant comme après 1980. La seule étude véritablement fouillée à ce sujet est celle de Bektaş (1988) sur l’oligarchie partisane dans la période 1961-1980. « A major reason d’être of the General Congress meetings, namely, the provision of intraparty democracy, is ordinarily realized only in a nominal sense. Incumbent party executives exercise a good deal of control over the general proceedings and the outcome of the elections for the top leader positions since the provincial congresses, where the delegates to the General Congress are chosen, are usually under the control of a local faction which aligns itself with the dominant faction within the central party organization” (Sayrı 1976: 190). Dans le CHP contemporain, « The party leader is elected by secret ballot by a majority of delegates attending the national party convention. Since the loyalty and therefore the votes of a sufficient number of delegates are already secured through their pre-selection at subprovincial and provincial conventions, the re-

election of the party leader is assured” (Turan 2006: 570-571). “Opponents of the party executive who nevertheless succeed in being elected as delegates are often in the minority. Hence, it is extremely difficult to launch a successful challenge against the incumbent leadership” (Sayrı 1976:190). Pour le CHP contemporain, « Changes in the top leaderships are rare and are caused only by exceptional circumstances » (Özbudun 2000: 83). Les congrès réellement concurrentiels ont lieu principalement suite au décès ou (plus rarement) au retrait d'un leader. De ce fait, les leaders nationaux présentent un degré de stabilité important. L'une des seules exceptions constitue le congrès de l'AP en 1964. Déjà dans les années 1970, Sayrı notait que “Reelection rate to leadership positions is a significant indicator of the extent to which party organizations provide opportunity for upward political mobility. (...) An individual's chances for entry into the central executive ranks of either major party have been quite limited. This is especially the case in the CHP, where nearly two-thirds of the members in its Party Council were reelected to their posts between 1951 and 1970” (Sayrı 1976: 195). Ce type d'analyse qui inclut non seulement le leader mais les principaux organes décisionnels gagnerait à être systématisé et appliqué à d'autres partis, sur la durée.

Un autre moyen dont disposent les directions pour maintenir leur pouvoir est l'exclusion, courante et parfois musclée, des candidats alternatifs à la direction des partis. Ainsi, en 2001, lors du cinquième congrès ordinaire du DSP, la candidate à la direction du parti contre le sortant Bülent Ecevit, Sema Pişkinsüt, députée et directrice de la commission parlementaire des Droits de l'Homme, a été empêchée de prendre la parole, pendant que son fils était brutalisé par des membres du parti ; elle a quitté la salle avant que n'ait lieu le vote. En 2006, lors du 8^{ème} congrès ordinaire du MHP, la candidature à la direction du parti d'Ümit Özdağ, le challenger du sortant, a été empêchée sous prétexte de l'invalidité de son adhésion au parti. De même, en 2005, une pétition par un groupe d'opposants internes au CHP appelant à la tenue d'un congrès extraordinaire et portant un nombre suffisant de signatures a été tout simplement ignorée, ce qui a donné lieu à une réprimande juridique quelque peu embarrassante (Turan 2006: 570). Ce genre de procédés se situant souvent à la limite de la légalité (voir plus bas pour la question de l'adhésion), loin de constituer une exception, sont des pratiques relativement courantes pour empêcher des remises en cause du pouvoir de la direction en place. La sanction la plus courante de l'opposition interne - souvent considérée comme une violation de la discipline partisane - est l'expulsion : Après s'être porté candidat à la direction du parti contre le sortant Deniz Baykal, lors du congrès extraordinaire du CHP début 2005, Mustafa Sarıgül, maire de Şişli (un arrondissement stratégique d'Istanbul), a été expulsé du parti pour violation du règlement ; ce n'est qu'après une décision judiciaire qu'il a pu y être réintégré. Les membres du haut conseil disciplinaire qui pensaient qu'il n'avait pas violé le règlement ont également perdu leur poste (Erdem 2001: 155). On constate également la récurrence de pratiques d'intimidation et de la violence physique dans et autour des congrès partisans, caractérisés d'une manière générale par une présence très importante de forces de sécurité. Mais ce type de pratiques signifie également que les oppositions sont récurrentes et au moins en partie ouvertes ; et que les directions doivent souvent avoir recours au détournement des règles ou à violence pour en venir à bout.

Plutôt que de postuler le pouvoir absolu des directions, il convient de l'interroger, d'en retracer les ressorts ainsi que les modalités de mise en place. Au CHP, le pouvoir du leader a été institutionnalisé (Tosun 2003: 358). Mais ceci est également lié à une histoire spécifique : “This has been possible in part because at the time of the party's reopening, all provincial and subprovincial leaders were appointed by Deniz Baykal, probably on the basis of personal loyalty to him” (Tuncay 1996: 173). “Particularly after his return to the leadership [in 1999], Baykal has tightened his reign on the party, emphasizing unqualified personal loyalty to him.

Persons whose loyalty has been suspect have been removed either by dismissal or by not being nominated to party positions at national conventions.” (Turan 2006).

Prenons l'exemple de l'enjeu central de la désignation des candidats aux élections : depuis 1986, le mode de désignation des candidats (élection interne par les adhérents ou les délégués, ou désignation par la direction nationale) est laissé à la discrétion de la direction nationale de chaque parti⁵. On en conclut souvent que ce sont les directions nationales qui désignent les candidats – et à la nationalisation progressive du marché des investitures - ce qui est effectivement souvent le cas. Pourtant, la réalité est plus complexe : si cette pratique est majoritaire, certains partis s'en distinguent à certains moments, dans certaines circonscriptions ; certains mettent en place des procédures de consultation de la « base », d'autres non (Massicard 2003 : 9-10). Il conviendrait de mieux cerner les ressorts et les aboutissants de ces choix. Même quand les candidats sont désignés par les directions nationales, les différents partis ne privilégient pas les mêmes profils ni les mêmes ressources (Dorronsoro 2005b), ce qui a des conséquences évidentes sur le fonctionnement de chaque organisation – et *in fine* sur leur différenciation. Ainsi, les directions nationales mettent en place de véritables stratégies d'organisation et de sélection du personnel et des ressources humaines, qui demandent à être étudiées comme telles.

On pourrait appliquer le même type de raisonnement au contrôle des élus par le parti. « Since the beginnings of multiparty politics, Turkish parties have been characterized by a high degree of party discipline – particularly in parliamentary voting. Deviation from the party line is rare, and if it happens the recalcitrant MP is usually expelled. This appears to be an outcome of the high degree of centralization of authority within parties, particularly the strong position of leaders” (Özbudun 2000:86). En effet, “the dependence of deputies on the party leader for renomination weakens both the individual deputy and the parliamentary group vis-a-vis the leader. It also reduces ties between the local organizations and representatives” (Turan 2006: 572). « The unchallenged prevalence of the national leadership over local organizations is also replicated in its relationship with the parliamentary group. As already noted, many of the members owe their parliamentary post to the party's national leaders, usually the party president. He expects loyalty, not challenges to his rule. Since challenging the leader on his ideas or policies is considered a violation of party discipline and processed by a disciplinary committee fiercely loyal to the party president, the meetings of the parliamentary group are often uninteresting events where the party leader speaks and the others listen and applaud. There is little discussion. To the extent it occurs, it is dominated by those who display their loyalty to the party chief. The lack of opportunity of the parliamentary group to give major input into the political process is sometimes found to be frustrating and disillusioning by deputies” (Turan 2006: 569-570). Mais s'en tenir là tend à occulter le fait que les députés disposent d'une arme non négligeable vis-à-vis de leur parti: la possibilité d'en changer, soit entre deux législatures, soit en cours de législature ; une pratique courante, qui n'entraîne pas autant de sanction qu'en France et qui semble même augmenter les chances de réélection (Turan 1985 ; Turan, İba, Zarakol 2005). Ce constat pose la question du degré et mécanismes de contrôle des élus par les partis. De quelle autonomie, de quelles ressources disposent les élus vis-à-vis des groupes politiques, mais aussi les groupes politiques des assemblées vis-à-vis des instances partisans ? La situation est bien sûr très disparate d'un parti et d'un système de partis à l'autre, et varie dans le temps.

⁵ Depuis 1961, la loi électorale obligeait les parties à procéder à des élections internes pour désigner les candidats, et n'autorisait qu'exceptionnellement la désignation par les directions nationales des partis – en cas d'insuffisance de l'organisation locale ou de manque de candidats locaux.

Pour dépasser le simple constat d'oligarchie, il faut donc poser la question de la répartition du pouvoir entre différents organes de décision et individus, et des processus décisionnels dans des organisations qui sont nécessairement complexes. "During the entire [Mustafa Sarıgül] affair, there is little evidence that the appropriate organs of the party were involved in the shaping of decisions. Some discussion may have taken place among the inner circle of advisors congregated around him" (Turan 2006: 571). Comme le montre cette supposition, des études "au centre" des partis manquent cruellement. Pourtant, certaines intuitions indiquent que "The degree of the leader's power in relation to other party organs varies among parties" (Turan 2006); il faudrait cependant les dépasser et les systématiser. Pour ce faire, le recours aux outils de la sociologie des organisations apparaît pertinent ; mais aussi, pourquoi pas, des politiques publiques, qui explorent les dispositifs par lesquels les hommes et les institutions sont gouvernés et mettent au jour les types de leadership, la morphologie des équipes dirigeantes, les formes organisationnelles permettant les réformes, afin d'en mesurer l'efficacité sociale.

Repenser l'organisation en termes de ressources

À la suite de Michel Offerlé, on tentera donc d'analyser les organisations partisans comme des champs de lutte, comme des systèmes de relations concurrentielles entre des agents intéressés par le droit d'user des ressources collectives accumulées, objectivées, capitalisées dans ce corps collectif qu'est le parti (Offerlé 2006 : 35). Il s'agira donc de tenter de mieux comprendre ces organisations en proposant une lecture en termes de ressources. Dans cette optique, il faut distinguer entre ressources collectives et individuelles, ainsi qu'entre différents types de ressources ; pour tenter d'en cerner la nature, les circuits, les formes de contrôle.

Le point de départ serait de mieux cerner les ressources collectives partisans. La première question qui vient à l'esprit est celle de la provenance des ressources financières des partis. La lâcheté du lien entre les partis et leurs adhérents (à certaines exceptions près, voir plus bas) a pour corollaire le fait que les cotisations ne constituent qu'une infime proportion des revenus des partis. En revanche, depuis 1965, des efforts ont été faits pour réduire la dépendance des partis envers des donateurs privés susceptibles de vouloir pousser leurs intérêts. Depuis l'amendement constitutionnel de 1971, les partis qui obtiennent plus de 7% des suffrages exprimés aux dernières législatives bénéficient de subventions étatiques proportionnelles au nombre de voix obtenues. La Constitution de 1982 stipule que le soutien public doit être en quantité suffisante et distribué de manière équitable. Même au CHP - parti ancien qui a pu récupérer ses biens immobiliers d'avant 1980, et donc relativement riche – la part des transferts du trésor public représentait en moyenne 42% du budget entre 1999 et 2004 (Turan 2006 : 568). Les dons privés constituent cependant encore une source importante de financement des partis, difficile à cerner cependant (Özbudun 2000: 81) ; par ailleurs, on connaît mal les dons d'argent occulte de la part d'entreprises ou d'organisations patronales et les inégalités qui peuvent s'ensuivre entre partis. On connaît mal aussi l'ampleur des ressources tirées de l'occupation de certaines fonctions publiques ou les bénéfices produits par des entreprises liées à des partis. Enfin, au niveau des campagnes, soulignons l'importance des contributions (formelles ou non) des candidats à la candidature (pour une analyse précise du financement des partis, Gençkaya 2000).

Quant aux ressources que contrôlent collectivement les organisations partisans – outre les investitures -, il faudrait étudier le rôle des postes partisans, électifs ou administratifs ainsi que des entrées dans l'administration auxquels elles sont susceptibles d'ouvrir l'accès, et qui incitent les candidats à passer par le parti. Il semble ne pas exister de règles d'attribution par

les partis des positions politiques difficilement contrôlables (non-cumul de mandats électifs et partisans, clauses d'ancienneté, d'adhésion, systèmes d'alternance interne, formulaires de démission en blanc ; cf. Offerlé 2006 : 48), mais il faudrait vérifier que certains n'en aient pas mis en pratique, ne serait-ce que de manière informelle. De la même manière, on constate de plus en plus l'existence d'associations ou de groupements liés aux municipalités qui peuvent modifier les enjeux – de ce point de vue, les conséquences de récentes réformes de « décentralisation » sur le fonctionnement des partis méritent d'être étudiées. Enfin, les rapports clientélistes qu'entretiennent certains élus et certains leaders partisans avec une partie de l'électorat ou de leur « base » doivent être pris en compte ici, ainsi que les usages qui en sont faits, qui font varier fortement la signification de ces transactions (Offerlé 2006 : 43-44).

On pourrait tenter de distinguer plusieurs types de parti en fonction de leur structure de ressources. Ainsi, de nombreux partis, bien que participant à la compétition électorale, n'ont pas de représentation parlementaire ou autre et ne bénéficient donc pas des dividendes qui l'accompagnent, notamment financiers et en termes de redistribution : comment assurent-ils leur pérennité sans pouvoir toujours rémunérer des contributeurs permanents ou temporaires, notamment dans un contexte où un parti doit avoir des choses à distribuer à ses membres et affiliés ? Qu'est-ce que cela implique en termes de ressources mobilisables par le parti, de fonctionnement partisan, de rapports de force internes, et de types de militantisme ? Il existe des parti de militants, dans lesquels une forte structuration et le développement d'une organisation militante permettent de disposer de ressources financières et du personnel indispensables pour l'accomplissement permanent des activités prosélytes (Offerlé 2006 : 44). Gourisse (2005) décrit ainsi pour le Parti des Travailleurs (İP, İşçi Partisi), un parti de militants - même s'il dispose visiblement de sources de financement parallèle - des stratégies de recrutement et d'implantation spécifiques, ainsi que des motifs d'engagement, des possibilités de reconversion de ressources et des types rétributions, également spécifiques. Par ailleurs, la Turquie est caractérisée ces dernières années par une grande volatilité électorale et de la représentation parlementaire (la représentation étant conditionnée à l'obtention d'au moins 10% des voix au niveau national, or beaucoup de partis obtiennent tantôt plus, tantôt moins), ce qui confronte beaucoup de partis à une grande irrégularité de leurs ressources. Comment les partis gèrent-ils ces irrégularités, quelles sont leurs conséquences en matière de ressources individuelles nécessaires à de potentiels entrepreneurs ?

Comment sont articulés capitaux collectifs partisans et capitaux individuels ? La probabilité de mener une carrière politique est souvent liée à la capacité de s'approprier des ressources collectives, et donc au passage par un parti. Mais ce n'est pas le cas partout ni toujours, comme le montre l'importance des « indépendants » (réels ou formels) mais aussi de l'importance de disposer de ressources individuelles pour obtenir l'accès à des ressources partisans (Dorronsoro 2005b). Tous les élus n'entretiennent pas les mêmes rapports avec la formation à laquelle ils appartiennent (Massicard 2005). Il faudrait donc étudier la probabilité différentielle d'investir dans telle organisation et d'y détenir des positions de pouvoir selon qu'on dispose ou non de ressources propres ou de ressources collectives accumulées (Offerlé 2006 : 49). Quels sont les périodes, les partis et les postes dans lesquels se trouvent le plus d'agents dotés d'importantes ressources personnelles – et qui tendent à transgresser les limites floues qui séparent le parti de l'extérieur en parrainant de nouveaux entrants ou en usant de leurs ressources propres pour faire pression sur le parti (Offerlé 2006: 47) ? Quels partis tendent à valoriser quelles ressources individuelles ? Dans différentes configurations, quels sont les capitaux personnels, reconnus par des attributs et des titres (nom propre, capacité d'expertise, réseau de relations sociales, ressources monétaires, mandat électif, charisme religieux, propriété foncière, cf. Offerlé 2006 : 46), les plus pertinents ?

Ces ressources ne sauraient être considérées de manière statique mais doivent l'être de manière dynamique et relationnelle ; en particulier se pose la question de leur circulation, de leur transformation (quelles ressources peut-on transformer en ressources partisans et dans quelles conditions ? Quelles ressources partisans peut-on transformer en d'autres types de ressources et dans quelles conditions ?). Il semble en effet que la Turquie soit caractérisée – au moins à certaines périodes et dans certains endroits – par la possibilité de convertir en ressources partisans, des ressources d'autres types (professionnelles, religieuses, financières, etc). Ceci est le cas pour les élus (Dorronsoro 2005b ; Massicard 2005), mais probablement aussi pour les leaders partisans.

Il est pertinent de proposer ici une analyse relationnelle des dispositions des agents politiques et de leurs stratégies de prises de position : la forme prise par la relation partisane n'est pas donnée fois pour toutes, elle dépend des ressources politiques et sociales des dirigeants et des autres agents, elle est aussi un des enjeux des affrontements pratiques et symboliques entre membres du parti (Sawicki 1997 : 14). Pour Michel Offerlé, un parti est une entreprise politique, c'est-à-dire « un type particulier de relations dans laquelle un ou des agents investit des capitaux pour recueillir des profits politiques en produisant des biens politiques » (Offerlé 2006 : 22). Un parti peut donc être appréhendé tout autant comme le produit du travail de ses dirigeants nationaux que comme la résultante de multiples investissements de groupes préconstitués aux attentes extrêmement diversifiées, que le discours de la pratique partisane ont symboliquement agrégées (Sawicki 1997 : 16). Les dirigeants nationaux sont donc loin d'être les seuls à participer au travail de mise en forme du parti comme groupe et comme représentation (Sawicki 1997 : 16). Tirer les conséquences de cette vision implique de distinguer et de typifier les différents agents engagés dans des entreprises partisans (y compris des bureaucraties partisans dont on ne sait pratiquement rien pour la Turquie), leurs attentes, leurs mises, leur contrôle sur des ressources. Intégrer les circulations de ressources devrait permettre d'éclairer et de relire la question de l'organisation des partis, de dévoiler les usages sociaux variés de ces organisations, et de dépasser la vision quelque peu simpliste de « l'oligarchie ». Ainsi, d'après nos observations, le poste de directeur départemental (*il başkanı*) d'un parti dans une grande ville comme Adana demande beaucoup de ressources financières personnelles (ou collectives mais accumulées dans un autre cadre que partisan), dans la mesure où ce dernier doit prendre en charge une bonne partie des dépenses de fonctionnement de l'organisation locale ; nombreux sont ceux qui ont vu leur situation financière se dégrader sensiblement. Cependant, ce poste donne accès à d'autres types de ressources, collectives celles-là, et à la possibilité d'en attribuer ; il reste un poste très convoité, même en dehors de toute ambition d'obtenir un poste électif. Il faudrait ainsi préciser les types d'intérêts, de contrôle sur les ressources associées à différents positionnements au sein des entreprises partisans.

La sélection du personnel politique

Les adhérents, agents et ressource

Dans cette perspective, la question des adhérents est extrêmement intéressante. Au milieu des années 1990, 10 780 000 personnes seraient membres de partis (Tarih Vakfı 1996, chiffre qui se recoupe avec celui fourni par le procureur général de la République de la Cour de cassation en 2000)⁶. Selon un sondage de 1996, 12,1% des électeurs étaient membres d'un

⁶ La population de Turquie étant évaluée en 1997 à 62 606 157 (les résultats de ce recensement ont cependant été invalidés), plus de 17% de la population serait membre d'un parti, ce qui est énorme (d'autant qu'une grande partie de la population a moins de 18 ans).

parti politique, 9,8% d'un syndicat, et 6,2% d'autres organisations (surtout professionnelles) (TÜSES 1996 : 93-94). "Records would suggest that a respectable percentage of the population are party members, but numbers loose their significance if one asks whether members pay dues or have elementary familiarity with party doctrine (...) the irregular nature of party registers and the loose link between parties and members suggest that in Turkey what is meant by party *member* is often little more than a party *supporter*" (Özbudun 2000: 80). certains "adhérents" peuvent même ignorer où se trouvent les locaux du parti (Tunçay 1996: 180). Dans le contexte turc, on observe une véritable déconnexion entre la règle et la pratique, qui oblige à se défaire de certaines évidences dans d'autres contextes. Ainsi, Ayata constate-t-elle qu'au CHP, dans les années 1970, "There were very few fee-paying members, and some of these belonged to more than one political party (not necessarily because they cheated, but mostly because nobody bothered to resign from membership); some members were under-age and often the dead were not deleted from records" (Güneş-Ayata 1990: 163). Pour la même période, Sayarı constate le même genre de phénomène : "The notion of membership remains extremely vague. All the parties claim an unspecified number of registered members but concede that they do not maintain membership records and that the annual payment of dues is an exception rather than the rule⁷. Despite the emphasis on the role of formal membership in party statuses, (...) individuals can join parties without any extensive prior screening and they need not pay dues to remain in good standing" (Sayarı 1976:189). Ce type de gestion des adhérents se perpétue après 1980 (Schüler 1997): dans la plupart des partis, les listes de membres ne sont pas véritablement tenues⁸. Ce flou est rendu possible par le fait que le paiement de la cotisation, théoriquement obligatoire, ne conditionne pas véritablement l'adhésion. Quand une cotisation est payée lors de la première inscription, ce qui n'est déjà pas systématique, elle n'est pas nécessairement renouvelée, sans que cela implique l'exclusion de l'intéressé ; le fait d'être « membre » n'est donc pas sanctionné par un indicateur facilement objectivable, même s'il existe des cartes de membres – cela est probablement différent dans les partis de militants. De ce fait, lors des congrès et élections, de nombreuses plaintes sont exprimées au sujet des inscriptions. L'adhésion est donc avant tout un enjeu.

Quels sont alors les usages sociaux de l'adhésion ? Pour mieux comprendre ses logiques, il convient de cerner la place des adhérents dans les modes de gouvernement partisans. Celle-ci semble avoir diminué : si, avant 1980, l'adhésion donnait le droit de vote interne pour les congrès d'arrondissement, départementaux et nationaux ; aujourd'hui, les délégués sont, de l'aveu presque unanime des responsables locaux (à Adana du moins ; à vérifier ailleurs), désignés par la direction d'arrondissement de manière discrétionnaire. De la même manière, peu d'élections internes prennent pour base les adhérents (et pour cause) ; quand des consultations internes ont lieu (ce qui est relativement rare) elle prennent pour base les délégués (dont on a vu le mode de désignation) et non les adhérents. L'adhésion n'ouvre donc plus de droit précis ni de faculté d'influer sur la sélection du personnel politique et donc sur le fonctionnement de l'organisation. Cependant, les usages sociaux de l'adhésion, de part et d'autre, répondent à d'autres logiques.

Du côté des adhérents, notons d'abord que toutes les enquêtes s'accordent pour dire que les partis politiques figurent parmi les institutions auxquelles les citoyens accordent le moins de confiance. Les usages sociaux des partis et de l'adhésion à ceux-ci sont très variés ; dans certains groupes ruraux, les partis sont d'abord considérés comme des intermédiaires pour contacter l'administration, ce qui donne lieu à des stratégies « d'approche » variées,

⁷ The only exception was the TİP which attempted to build a mass membership organization.

⁸ Il existe des exceptions à cette règle: ainsi, le CHP a, à deux reprises, tenté de « mettre au propre » ses registres de membres : en 1978 (Erdem, Uygurer 1994) et en 1999-2000. Bien sûr, ces tentatives répondaient à certains intérêts identifiables dans l'organisation (Entretien, Altan Öymen, Istanbul, avril 2007).

parmi lesquelles l'adhésion (Fliche 2005 : 155-157) ; on peut difficilement nier les bénéfices économiques que les individus attendent de l'engagement politique dans un système politique clientéliste, notamment quand bon nombre de militants sont au chômage (Bulut 2005) ; c'est ce que semble indiquer également la tendance assez classique au ralliement aux partis au pouvoir ; enfin, la fréquentation d'organisations partisans répond à des logiques parfois assez peu politiques : « les locaux du parti procurent des lieux licites de rencontres non encadrées par les familles, et facilitent la sociabilité entre jeunes. Les activités du parti sont suffisamment légitimes aux yeux des parents pour que les filles puissent sortir de chez elles. Par exemple, une soirée passée dans un bar devient possible en prétextant une réunion du parti. Une militante affirme que comme sa famille est très conservatrice, quitter la maison sans raison précise, même pendant la journée, est difficile pour elle. Elle inventait des excuses pour sortir, mais depuis qu'elle vient au parti, la situation est plus facile. Ses parents sont également devenus membres et sa mère fréquente le local. De ce fait, cette dernière trouve le local rassurant et lui permet facilement d'y venir. Pour les jeunes, la participation aux activités du parti apparaît comme un moyen de contourner les pressions sociales, de favoriser les liaisons amicales et parfois même les mariages (Bulut 2005).

Du côté des partis, un premier constat important est que dans les années 1970, “Turkish parties have not been particularly concerned with the recruitment of new members” (Sayarı 1976: 189). Cette tendance semble se poursuivre : aujourd'hui aussi, quand une personne demande à adhérer, cela n'est pas nécessairement entériné par le parti, même (ou surtout ?) à quelques mois des élections⁹. L'adhésion de nouveaux membres n'est donc pas nécessairement souhaitée par les agents partisans qui en ont la charge¹⁰. Car pour comprendre les logiques complexes de l'inscription, il faut identifier avec précision qui intervient dans ce processus et comment. La marge de manœuvre en ce domaine semble être très large. Ici aussi, on semble pouvoir parler d'une véritable politique de ressources humaines, cette fois au sein des organisations locales.

A quelles logiques répondent alors les adhésions ? Pour les années 1970, Sayarı note que : “Basically, formal membership registration tends to be utilized for three purposes. First, prominent personalities or groups of individuals, at times defectors from other parties, are registered with some fanfare or publicity. Secondly, local party bosses often register new members from among their personal supporters in an effort to control elections for executive committees in provincial congresses¹¹.” Les dirigeants locaux du CHP sont connus pour remplir les listes avec des amis, des parents, des enfants ou des parents décédés pour donner l'impression d'avoir une base importante, et maintenir leur pouvoir (Ayata 1992: 97). “Finally, and most importantly, since party membership is a prerequisite for voting in election primaries, competing candidates within the same party seek to enrol new members to influence the outcome of the primaries” (Sayarı 1976: 189). Ainsi, ce député qui affirme avoir inscrit lui-même (et payé la cotisation de) nombreuses personnes censées le soutenir au sein

⁹ Observation, Doğru Yol Partisi, Adana, 17/11/2006. Un membre du parti, connaissant son directeur local, amène avec lui un homme relativement âgé, originaire de Van (un département de l'est), « *aşiretlerinden* » (« des tribus »), et le présente comme disposant d'une influence importante dans ce groupe « *milleti çok burada* » ; l'intéressé confirme, précise où sont localisés ses obligés, et fait comprendre qu'il aimerait devenir membre. Le directeur local, tout en lui souhaitant la bienvenue et en affirmant accueillir volontiers toutes les bonnes volontés, évite habilement de l'inscrire en lui expliquant que ce n'est qu'un détail sans importance. Il est probable qu'il ait d'abord désiré en savoir plus sur cette personne, et éventuellement sur sa « contrôlabilité ».

¹⁰ A l'inverse, le directeur CHP de l'arrondissement (très important et très stratégique) de Seyhan/Adana refuse d'accepter la démission d'un homme dans l'opposition interne, qui pourtant l'insulte par écrit. Observation, CHP, Seyhan/Adana, 19/04/2007.

¹¹ “An alternative strategy used by local leaders for the same purpose is to refuse to register new members who are known to be the supporters of rival factions.”

du CHP¹². On voit ici que les membres (ou plutôt certains membres) peuvent constituer une ressource au sein de l'organisation, pour différents agents ; il faut donc considérer cette question dans un cadre d'interconnaissance, de réseaux, voire de factionnalisme, dans lequel un membre n'est pas égal à un autre membre (voir plus bas). Ces types d'usages de l'adhésion ne sauraient être considérés d'emblée comme exhaustifs, mais doivent simplement insister sur les usages différentiels et fournir quelques premières pistes de réflexion.

Les relations entre direction nationale et branches locales

“The quarrel over membership registration creates the impression that membership constitutes a local power base that the national leadership has to take into serious consideration in planning and implementing its activities. If this may have been true during the earlier history of the party, it does not appear to be the case now. Subjugation of the local organization to the national headquarters is assured both by the social features of the local leadership and the availability of mechanisms that help the central headquarters to keep local organizations under control, preventing them from developing horizontal links to challenge its domination” (Turan 2006: 567-568). Le fait que les délégués ne soient plus élus par les membres des partis a, il est vrai, entraîné une baisse d'importance de la base adhérente dans la détermination des orientations et du personnel partisans. Outre la fin du règne des délégués dans la désignation des organes du parti, une autre évolution a tendu à restreindre le poids des organisations locales. Entre l'intervention militaire de 1960 et la loi sur les partis de 1983, les partis n'ont plus eu le droit d'entretenir d'organisation au-dessous du niveau de l'arrondissement. Tous les organes partisans au niveau du village, du bourg ou du quartier ont été fermés par la junte - et remplacés par de simples représentants - pour favoriser la démobilisation politique, car ils ont été accusés de contribuer à l'intensification des conflits intra-villageois.

Peut-on pour autant conclure à une domination de la direction nationale sur l'ensemble de l'organisation, comme cela est souvent fait ? Le principe est parfaitement “démocratique”, puisque les délégués élisent les responsables à chaque niveau : dans les quartiers et villages, les adhérents élisent les délégués au congrès d'arrondissement, qui eux-mêmes choisissent les délégués au congrès départemental, qui eux-mêmes élisent les délégués au congrès national, qui désignent les responsables nationaux. Cependant, les choses ne se font pas comme sur le papier. Un examen des pratiques révèle que les leaders partisans d'arrondissement et de département, qui nomment les délégués d'arrondissement, ont tendance à privilégier des délégués dont ils pensent qu'ils vont défendre leurs intérêts au niveau supérieur et qu'ils vont assurer leur réélection (Tuncay 1996: 200). La direction nationale attend des organisations locales qu'elles envoient des délégués qui vont se conformer aux choix de la coalition dominant le parti (Turan 2006: 568). Même le type de scrutin utilisé est choisi soigneusement pour favoriser les résultats souhaités. Ainsi, au CHP, des listes fermées rivales sont préférées à une liste « panachable » de candidats, pour que les individus que désapprouve la direction du parti ne puissent pas être élus. En outre, le modèle organisationnel prescrit par la loi tient la direction nationale responsable pour toutes les actions et activités partisans, et lui confère des pouvoirs étendus vis-à-vis des organisations locales, notamment celui de démettre les directions élues des organisations locales. Certaines directions partisans n'hésitent pas à révoquer les directeurs de fédération récalcitrants¹³. Ainsi, presque tous les directeurs de

¹² Entretien, Assemblée Nationale, Ankara, 05/04/2006.

¹³ Ainsi, en 2000, 52 des 80 dirigeants départementaux du CHP avaient été nommés par la direction nationale, et non élus lors des congrès départementaux (Erdem 2001 : 216) – cependant, il s'agissait d'une période spécifique, suivant immédiatement le retour de Deniz Baykal à la direction du parti.

fédérations du CHP qui ont soutenu Mustafa Sarıgül ont été remplacés, alors qu'une demi-douzaine de députés qui avaient déclaré leur sympathie pour lui ont été obligés de quitter le parti (Turan 2006: 568). Mais le CHP est l'un des partis les plus extrêmes de ce point de vue ; il faudrait étudier précisément ces pratiques pour mieux les cerner, les contextualiser et, probablement, différencier selon les périodes, les partis, peut-être les régions ; sans oublier que dissoudre une organisation locale engendre nécessairement des coûts non négligeables.

Pour Turan, « Upon examination, it is not difficult to conclude that the electoral process tends to work in reverse of how it is supposed to operate » (Turan 2006: 568). Cependant, nous serions plus nuancés: il semble que les organisations d'arrondissement (qui nomment les premiers délégués) sortent de fait renforcées de ce détournement procédural. De la même manière, Sayar estimait que la fermeture des organisations de base avait favorisé l'importance des organisations partisans d'arrondissement, qui servent d'intermédiaires stratégiques entre les villages et les préfectures (Sayar 1976: 196).

De la même manière, le mode de désignation des candidats a des conséquences sur les rapports entre direction nationale et fédérations. C'est le plus souvent la direction nationale qui désigne les candidats à la députation¹⁴ ; les fédérations s'en trouvent alors affaiblies : les candidats potentiels et les sortants ont tendance à chercher les bonnes grâces non des fédérations, mais des directions nationales dont ils dépendent directement (Özbudun 2000: 84). De plus, ces partis ont tendance à choisir de nombreux candidats pour leur prééminence nationale (artistes, syndicalistes, etc.) ou pour leur expertise (nombreux bureaucrates notamment); la plupart n'ont pas ou peu de base locale, et n'auraient pas pu être nommés suite à des primaires. Le groupe parlementaire constitue alors souvent un appui de la direction nationale contre les organisations locales. Pour éviter que les élus « parachutés » se construisent des bases locales dans leur circonscription et s'autonomisent ainsi du parti, le DSP avait même tendance à empêcher les contacts entre députés et la fédération du département dont ils étaient élus... (Massicard 2005). Cependant, cette tendance générale ne saurait faire oublier que les partis considèrent souvent que les candidats disposant de bases locales rapportent plus de voix ; de fait, parmi les six candidats élus du CHP à Adana en 2002 (dont la liste avait été entièrement composée par la direction nationale), trois avaient une forte base locale, construite avant tout à travers l'organisation locale – il faudrait d'ailleurs étudier les stratégies des candidats à la candidature ; de nombreux partis mettent en place des procédures de consultation des fédérations, qui influent fortement sur le résultat des nominations (« *temayül yoklaması* » à l'AKP notamment) et qui ont des effets durables au sein de l'organisation, chacun gardant les résultats en mémoire... ; enfin, la nomination des candidats aux élections locales (sauf pour les maires de métropoles) , dont les enjeux sont loin d'être nuls, est souvent laissée aux organisations locales.

Il faudrait avoir une idée plus précise du budget des organisations locales pour pouvoir déterminer s'il existe une dépendance financière par rapport à la direction nationale du parti, comme l'affirme Turan (2006: 569). La plupart des organisations locales de partis n'ont pas de locaux propres, ou au maximum pour les fédérations départementales, beaucoup plus rarement au niveau des arrondissements ; seul, le MHP semble disposer de locaux propres dans tous les départements. Mais ici aussi, il serait nécessaire de mieux cerner les possibilités de financement autonome des organisations locales, à travers l'occupation de postes électifs,

¹⁴ Ceci est le cas de manière systématique dans le CHP, DSP ; à l'opposé, parmi les partis qui laissent plus de latitude aux organisations locales, notons l'ancien Parti Social-Démocrate Populaire (SHP, *Sosyaldemokrat Halk Partisi*) avant sa fusion avec le CHP et le DYP ; le Parti de la Justice et du Développement (AKP, *Adalet ve Kalkınma Partisi*) au pouvoir depuis 2002, représentant un espèce d'entre-deux car organisant des consultations systématiques dans les fédérations, qui sont ensuite plus ou moins prises en compte. Dans les années 1970, les élections internes étaient la règle ; des systèmes de préférence ont aussi été appliqués lors de certains scrutins.

la proximité avec certains milieux d'affaires ou de soutiens¹⁵. Une approche en termes de ressources doit permettre notamment de mieux comprendre le fonctionnement des partis au niveau local, dont on ne connaît pratiquement rien. On trouve quelques indications dans la littérature, surtout, il est vrai, pour les années 1970, qui ne demandent qu'à être approfondies et systématisées : "A good deal of patronage distribution takes place at the subprovince level. Villagers from the outlying areas seek party assistance – usually in the form of intervention in bureaucratic red tape – primarily through the subprovincial executive committees (...) Above all (...), the executive committees in the province capitals act as the main linkage between the central and the provincial organizations. The powers of the provincial party leaders have increased substantially over the years due to a) their influence on decisions concerning eligibility to vote in the election primaries and b) their ability to build up networks of personal supporters through patronage distribution (...) Members of the party groups in the municipal and provincial councils constitute a distinct and important part of the local organizational structures. Although the formal powers of councilmen and mayors are not specified in detail in party statutes, they nevertheless play an important role in the context of local politics for two reasons. First, the performance of the municipal administrations is likely to influence the degree of support the party affiliated with it receives in local and national elections. (...) Secondly, mayors, and to a lesser extent, the councilmen, have access to various resources for patronage, such as municipal jobs, licenses and contracts" (Sayar 1976: 197). "The delegates played an important part in the preferential distribution of resources. They were the rank and file of the party, i.e. the most active of local participants and they were also clients who required the resources and who found their way into the exclusive system of clientelistic politics" (Güneş-Ayata 1990:180-181). Dans cette perspective, il sera intéressant d'étudier les partis qui sont écartés de la représentation nationale - car n'obtenant pas 10% des voix - mais obtenant des élus locaux ; en quoi cela influe-t-il sur la structure et la circulation de leurs ressources collectives, sur leur fonctionnement, et en termes de rapports de force internes voire de types de militantisme ? (Lefebvre 2004 ; pour la Turquie, Doğan 2007 et, dans une perspective un peu différente, Watts 2006). D'une manière générale, il s'agira de s'interroger sur les sphères d'autonomie dont disposent les organisations locales. Le renforcement des pouvoirs locaux qui caractérise la Turquie comme beaucoup de pays européens renforce la capacité des élus locaux à se doter de ressources politiques propres. Le rapport que les élus locaux entretiennent avec le parti, leur capacité à en contrôler les sections, les courants et les fédérations doivent être approfondis. Nos premières observations indiquent que les directions départementales tournent beaucoup plus vite que les directions nationales (deux fois plus vite pour le DYP à Adana), moins d'ailleurs car elles sont dissoutes par les directions nationales que car elles ne sont pas renouvelées lors des conventions, et suite à des démissions... Mais ce constat doit être approfondi et comparé, ainsi que ses conséquences sur le fonctionnement des organisations. En outre, la question reste posée de savoir comment on prend le contrôle d'une branche locale : le soutien d'Ankara est certes important, mais n'est ni toujours nécessaire, ni toujours suffisant.

Enfin, il semble important de s'interroger sur les relations entre branches locales et directions nationales ; sur les passages entre les niveaux, au niveau du personnel (comment un dirigeant local tente-t-il de se faire élire dans des instances nationales ?) ; sur les coalitions, la structuration des factions sur plusieurs niveaux ; et sur la circulation de la ressource centrale que constitue, dans toute organisation relativement centralisée, l'information : pour Turan, il s'agit de flux unidirectionnels « The volume of intra-party communications is modest (...)

¹⁵ Ainsi, le DYP d'Adana a acheté des locaux pour la fédération départementale mais aussi pour l'organisation de l'arrondissement central, suite à une mobilisation de fonds principalement au niveau local et en faisant jouer des réseaux partisans. Cela lui permet de réduire substantiellement ses coûts de fonctionnement.

Communication between national headquarters, provincial organizations and members is sporadic and unsystematic” (Turan 2006 : 572-573). C’est très probablement vrai pour l’information formelle ; cependant, les directions disposent aussi d’informations sur les candidats et la vie des sections. Ici encore, les liens d’interconnaissance sont susceptibles de jouer un rôle important.

Si Turan conclut de la domination du centre que “more important than the sociology of local leadership (sic!) are the instruments available to the party's national leadership in eliciting not only compliance but often submission of local party leaders to its policies, decisions and preferences” (Turan 2006: 568), il nous semble au contraire que les deux sont indissociables. Au-delà d’une connaissance de type institutionnel, il reste nécessaire d’entrer au cœur des milieux partisans et de partir à la recherche de leurs logiques, des déterminants des relations entre partis et électeurs, de la manière dont ils établissent leurs réseaux (Gazibo 2006 :13).

B. L’implantation sociale des partis

Dans les nombreux travaux portant sur les rapports de pouvoir entre les principaux dirigeants des partis et leurs tendances, les évolutions des partis apparaissent comme une histoire avant tout politique et intellectuelle se déroulant principalement, voire exclusivement, au niveau national (voir par exemple Bora, Can 1991 ; Bora, Can 2004 sur le MHP ; les contributions réunies dans Rubin, Heper 2002). L’environnement qui détermine les stratégies des partis est la plupart du temps réduit à des variables politiques, principalement le système partisan lui-même, le régime politique et le mode de scrutin. Ces travaux, qui font l’impasse sur l’histoire sociale des partis dans leurs multiples sites d’implantation, proposent une interprétation principalement politique de leur fonctionnement et de leur évolution. Or, les actions des dirigeants partisans et les croyances qui les guident sont loin de n’obéir qu’à des finalités stratégiques imposées par les logiques de concurrence propres aux partis et aux marchés politiques. La plupart de ces travaux entretiennent donc l’illusion d’une réalité partisane qui trouverait en elle-même - c’est-à-dire principalement en ses leaders - et dans le système politique sa raison d’être (Sawicki 1997 : 17 -18). La vision dominante pour la Turquie d’organisations partisans dominées par quelques professionnels à Ankara et indifférentes à leur « base » s’inscrit dans cette perspective ; elle postule l’autonomie du politique par rapport au social. Or, notamment dans le cas de la Turquie, cette autonomie du politique par rapport au social - et pas seulement par rapport au militaire - est tout sauf évidente (Dorronsoro 2005b) ; elle mérite justement d’être interrogée. Les partis représentant le principal « sas » « gardien » du politique, ils semble pertinent de les analyser dans cette perspective.

Il nous semble qu’on ne peut comprendre le fonctionnement des partis sans réfléchir sur leur implantation et leur recrutement social, qui ont des effets évidents sur le fonctionnement des organisations partisans (Sawicki 1997 :6) – au-delà même des procédures de « participation » au sens strict. Il faut donc répondre à la question suivante : comment les partis, principaux offreurs de biens politiques sur le « marché électoral », s’ancrent socialement ? L’approche en termes de ressources que nous avons annoncée plus haut implique d’identifier les différents agents prenant part à l’entreprise partisane, leurs positionnements, leurs intérêts, leurs ressources ; ce qui ne saurait se faire sans analyser leur sociologie, et donc l’implantation sociale des partis.

La question des liens entre partis et société : les approches éprouvées

La question des liens entre partis et société a été beaucoup étudiée, mais surtout jusqu'aux années 1970.

Le factionnalisme

Une idée très répandue - voire unanimement partagée - est que durant les premiers temps de la concurrence partisane, à partir du milieu des années 1940, la compétition politique était impulsée par une compétition entre élites sociales : "The major impetus for the growth of opposition party activists in Turkey came from factional conflicts within the incumbent political elites" (Sayarı 1978: 43). "An evocative example of how the polarizing rivalries at the center of the system permeated the periphery and became entangled with local factional divisions has been provided by a study of the town of Saruhanlı in western Turkey. The process began in the 1950s when several outspoken teachers were assigned to the town" (Tachau 2000: 137). Its elevation to the status of county seat raised the political temperature: it "brought to the community not only bureaucrats and teachers but also representatives of orthodox Islam" (Leder 1976). Des groupes de solidarité locaux préexistants ont alors rempli les rangs des partis opposés : "Just as the elites fanned out across the country seeking masses of votes, local factions reached them out to them as channels of access to political resources at the national level. Factionalism at national and local levels thus tended to reinforce one another. This sub-structure of the political system pushed the parties into relatively non-ideological stances" (Tachau 2000:133). « The two major political parties are nation-wide coalitions of such moieties, the local faction that was dominant in 1945 being the natural supporter of the CHP, its rival of the DP » (Rustow 1966 :123). Cette idée est reprise par Özbudun dans son aperçu sur les partis turcs au XXème siècle : « This factionalism gave the DP ready vote banks, with one faction supporting the DP and the other the CHP. Factionalism (...) made the [DP] a socially heterogeneous alliance united only in its opposition to the CHP" (2000 : 82). "Parties concentrated their efforts in securing the allegiance of faction leaders and local patrons who were then entrusted with the task of mobilizing electoral support. In either case, vertical networks of personal followings proved to be a major base of political loyalties" (Sayarı 1975: 125). De ce fait et malgré la politisation massive, les élites ont conservé un rôle d'intermédiaire: "Despite the entry of new social groups into politics since the late 1940s, members of notable families still continue to hold leadership positions in many local party units" (Sayarı 1976: 187). Ainsi, il est généralement accepté que la politisation a suivi les lignes de clivages sociaux préexistants, renforcés et envenimés à mesure que les enjeux de la compétition grandissent : "Due to intensity of factional cleavages at both elite and mass levels, the polity was divided into two diametrically opposed camps. The non-ideological political bi-polarity precluded compromise between the two parties even on the most fundamental principles of democratic process, gave rise to bitter government-opposition confrontation, and frequently undermined the stability of the regime" (Sayarı 1978: 43).

Le clientélisme

Si les enjeux de la compétition politique et donc sociale grandissent, c'est que ce factionnalisme est lié à un important clientélisme. En effet, l'Etat turc dispose alors d'un contrôle très important sur les ressources : il est propriétaire de la terre et de la majorité des moyens de production, dans une économie planifiée ; par ailleurs, l'intervention étatique couvre de plus en plus de domaines. L'appartenance à un parti constitue donc un mode d'accès aux ressources de plus en plus important (Unbehauen 1994). De ce fait, "When the DP came to

power in 1950, it built an effective rural machine based on the distribution of patronage and pork-barrel benefits. Thus, the original two-party system was based on vertical rather than horizontal loyalties". (Özbudun 2000: 82). Le clientélisme aurait donc contribué au développement de la politique partisane et à la participation politique, qui auraient interagi de manière complexe (Özbudun 1981). « The prevalence of vertical clientelistic networks and machine-type politics helps to explain the failure of political parties to develop organizations based on horizontal loyalties, such as common class or group interests" (Özbudun 1995: 234). C'est ainsi que sont expliqués des phénomènes comme la personnalisation, les votes en bloc, la volatilité électorale, et la faiblesse de l'affiliation partisane (pour une analyse précise dans le département de Muş, voir Sayarı 1976 : 198).

Sur l'ensemble de la période, ce clientélisme connaît des évolutions importantes parallèlement au changement des configurations sociales, économiques et politiques ; notamment le passage du patronage au clientélisme ; la diversification des ressources constitutives de la capacité de médiation, des stratégies possibles de leur captation, et donc la diversification du profil social des intermédiaires (voir Unbehaun 1994 pour l'étude localisée la plus précise du clientélisme sur la période 1923-1992, malheureusement restée sans postérité car publiée en allemand). Ceux-ci deviennent plus facilement interchangeables, ce qui a pour corollaire l'évolution des rapports de force entre partis et patrons au profit de l'organisation partisane (Turan 2006: 568).

Selon certains, influencés par la théorie de la modernisation, le clientélisme disparaît peu à peu, et est remplacé par une politique basée sur des intérêts (Kıray 1980, Özbudun 1981). D'autres constatent la coexistence de différents types de politique, plus que le remplacement de l'une par l'autre. Etudiant l'implantation du CHP et son investissement par différents groupes sociaux dans les années 1970, Ayşe Ayata observe que "in the CHP, both in Gebze and in Develi, clientelism was the dominant form of participation in party politics (...) The CHP presented itself ideologically to the electorate, but at the local level it was also seen as the channel of ample resources for which there was intense competition" (Güneş-Ayata 1990: 178-180). Elle en conclut que « the process of political change has led to a multiplication of forms of political participation instead of a substitution of 'traditional' with 'modern' forms (...) Patron-client relations can coexist with organised class-based politics » (Güneş-Ayata 1990: 159-160). Pour elle, « patron-client relations can be seen as an exclusive strategy adopted by different classes in some societies where resources are scarce. In such a situation, patron-client relations become a system of alliances between classes which has the capacity to change rapidly and be incorporated into new institutional arrangements" (Güneş-Ayata 1990: 159).

La question des classes sociales

En effet est posée, surtout à partir des années 1970 avec la généralisation des approches marxistes dans les sciences sociales turques, la question de la représentation des classes sociales dans le système politique et de leur articulation avec les partis ; apparaissent alors des recherches qui s'intéressent aux origines sociales des responsables partisans et des élus (plus rarement des adhérents). Pour Özbudun et Tachau (1975), la modernisation conduit aux conflits de classe, qui impliquent un vote de classe. Ces recherches inspirées du marxisme sont importantes dans la mesure où elles donnent quelques éléments sociologiques concrets sur les élites politiques. Cependant, elles ont souvent réduit les partis à des expressions de clivages sociaux. Le champ politique est alors appréhendé comme un lieu d'affrontement entre classes sociales, presque transparent par rapport à la société. Il faut pourtant s'interroger sur l'un des postulats de base de ces approches, qui consiste à considérer la catégorie sociale

des acteurs politiques comme un indicateur fiable de leurs attitudes de leur comportement et donc des intérêts qu'ils vont défendre (Sawicki 1997 : 8). La sociographie des hommes politiques a généralement été conçue comme un moyen pour éclairer les relations existantes entre les partis et les classes, concurremment avec l'analyse électorale. En outre, ces approches pêchent souvent par un biais normatif dénonçant les « distorsions » et des « inégalités » dans la représentation des différents groupes sociaux au sein des institutions politiques, au nom de principes démocratiques, d'une vision quelque peu simpliste de la représentation, et au nom d'une identité sociale revendiquée par les partis (cf. Ünsal 1982 qui critique la sous-représentation parlementaire des ouvriers et agriculteurs). Pour la Turquie, ce type d'approche permet aussi de critiquer un « féodalisme » considéré comme trop prégnant. Etant donné que ce type d'approche n'est pas spécifique à la Turquie et est largement connu par ailleurs, il n'est pas besoin de s'y attarder.

La version centre/périphérie

Une variante plus spécifique à la Turquie de l'approche par les classes sociales - mais qui permet dans une certaine mesure d'articuler les approches précédentes - est la lecture en termes de « centre-périphérie » (Mardin 1973, Leder 1979). Cette approche a connu et connaît encore un succès très important, ce qui est probablement lié à son caractère polysémique et facilement adaptable (ce clivage est tantôt social, tantôt géographique, tantôt une combinaison des deux).

Selon cette vision, la principale dynamique sociale en Turquie est la dichotomie entre le « centre » - l'Etat, la haute bureaucratie et les militaires, les intellectuels – et la « périphérie » - le reste de la société, c'est-à-dire les masses rurales et les classes inférieures. Les clivages partisans recouperaient ces clivages sociaux (selon la même idée de transparence du politique par rapport aux clivages sociaux). Selon cette vision, le CHP incarnerait le « centre », et le Parti Démocrate, premier parti d'opposition, serait le représentant de la « périphérie » ; sa victoire en 1950 constituerait une sorte de « revanche de la périphérie sur le centre ». Cette opposition – souvent simplifiée par rapport à sa formulation originale - est passée dans le langage du commentaire politique, voire dans le langage courant : ainsi, plus récemment, la montée puis les victoires électorales des partis islamistes et de l'AKP ont couramment été interprétées comme une revanche de la « périphérie » sur le « centre ». Cette vision n'est pas totalement inexacte ; en revanche, elle occulte les affrontements sociaux (Vaner 1985) et elle a tendance à réduire une société de plus en plus diversifiée et complexe à un clivage statique ontologique.

Les tentatives d'extension de cette opposition fourre-tout se sont heurtées à des apories: « To complicate the picture further, the center is no longer what it used to be (sic) : Turkey lacks a coherent and compact elite group occupying the center and defending the collective interests of the center » (Kalaycıoğlu 1994: 407) “Rather than moving in a unilinear fashion from cultural (center-periphery) to functional (class-based) cleavages, society was developing a more complex intertwining of the two divides” (Özbudun 1995: 234). Ce tropisme a été trop étendu et porte aujourd'hui à prendre les mots pour des réalités, ou plutôt à chercher les réalités qui pourraient remplir les mots. Cependant, cette vision reste encore employée aujourd'hui, de manière de moins en moins convaincante, faute d'autres grilles d'analyse pertinentes ; aujourd'hui, la question de l'implantation sociale des partis est considérée avec embarras et constitue l'un des trous noirs de la science politique.

La faiblesse des liens dans la société : questions de méthode

De fait, depuis les années 1980, de nombreux analystes constatent la difficulté d'identifier certaines couches sociales avec des partis ; les tentatives d'étudier l'implantation sociale des partis aboutissent soit à un constat d'échec, soit à des modèles si complexes qu'ils en perdent toute crédibilité. Il n'existe pas à notre connaissance d'étude tendant à cerner l'implantation sociale proprement dite des partis (voir cependant Schüller 1997) ; mais cette désorientation est palpable à l'aune des études, plus nombreuses, du comportement électoral. Certains analystes estiment que la classe est un déterminant important du comportement électoral, même s'il faut prendre en compte d'autres facteurs comme la religion (Heper, Evin 1988 ; Heper 1988, Ayata 1993). Pour Narlı et Dirlik (1996), la politique ne fonctionne pas selon des lignes de classe ; mais, parallèlement au soutien déclinant pour les partis de centre-gauche et de centre-droit, on observe une tendance à la radicalisation qui augmente à mesure que l'on va vers l'est du pays. Enfin, Çaha et al. (1996) estiment que le leader du parti est plus important dans la détermination des préférences des adhérents du parti que la vision politique, l'idéologie, les cadres, les cibles, le programme et les visions religieuses du parti – dernier facteur déterminant. Özcan (2000) dénie également l'importance de la classe sociale comme déterminant du comportement électoral au profit de la socialisation primaire et des comportements électoraux passés. Pour Kalaycıoğlu, la religiosité, l'ethnicité, le degré d'éducation et le sexe sont les principaux facteurs déterminant les préférences partisans, s'avérant plus importants que les clivages de classe et de lieu de résidence. En outre, on constate un réaligement constant des votes (Kalaycıoğlu 1994, 1999). Pour d'autres, l'identité partisane (68%), le parti pour lequel on a voté lors de la précédente élection (57%), le clivage laïc/religieux (54%) plus que les différences socio-économiques permettent de rendre compte des préférences partisans (Akgün 2002: 76). Les études de géographie électorale (Çarkoğlu, 2000b ; Secor 2001 ; West 2005) semblent cependant indiquer des continuités et des tendances lourdes, qui gagneraient à être intégrées à l'analyse sociologique des comportements électoraux (voir plus bas). Ainsi, le comportement électoral constitue une sorte de mystère, que l'on tente parfois de combler par des modèles quantitatifs complexes ; la volatilité électorale est réelle, et souvent considérée comme une anomalie regrettable, surtout dans une perspective de démocratisation : « This presents a sharp contrast to Southern European (i.e. the Italian, Spanish, Portuguese, and Greek) party systems, where 'following a critical election, volatility declined and voting behaviour became more stable and predictable' » (Morlino 1995 : 321, cité par Özbudun 2000: 78). En outre, il semble assez hasardeux d'extrapoler les ce que l'on observe au sujet des comportements électoraux à l'implantation partisane, surtout lorsque l'on considère les contraintes liées au jeu électoral en Turquie (barrage des 10%, etc.). Plutôt que chercher des correspondances sociologiques et idéologiques (questions d'alignement), il nous semble donc plus pertinent de prendre acte une fois pour toutes que les partis turcs ne représentent pas des classes sociales de manière simple, et de s'intéresser aux pratiques des partis et de leurs bases, aux logiques de l'adhésion et de la militance.

L'implantation sociale des partis semble en effet complexe à analyser. L'observateur serait bien en peine d'identifier des passages institutionnalisés entre partis et groupements organisés, surtout après 1980. En effet, la Constitution de 1982 et la loi de 1983 sur les partis politiques leur interdisent d'établir des relations de quelque nature que ce soit avec des associations, coopératives ou organisations professionnelles, et d'en recevoir des fonds. En outre, la suppression des branches « jeunesse » et « féminine », l'interdiction faite aux jeunes de moins de vingt et un ans, aux étudiants ainsi qu'aux enseignants du supérieur et d'une manière générale aux fonctionnaires de s'affilier à un parti, ont contribué à affaiblir certains types d'implantation sociale des partis, facilement identifiables, même si certaines de ces dispositions ont été atténuées par les amendements constitutionnels de 1995. Pour certains –

mais cela nous semble discutable – de tels liens étaient très faibles voire inexistants même quand ils n'étaient pas interdits, par exemple entre 1961 et 1980 (Özbudun 2000: 82-83). Les partis turcs n'établissent ou ne maintiennent pas de liens rapprochés avec des intérêts organisés ou des secteurs spécifiques de la société. Ils tendent plutôt à maintenir une autonomie par rapport aux groupes sociaux, passant d'une base potentielle de soutien électoral à l'autre, ou abandonnant les intérêts d'une clientèle électorale une fois élus (Özbudun 2000: 83). Metin Heper a décrit la Turquie comme une “party-centered polity”, c'est-à-dire comme un “party system largely autonomous from social groups” (Heper 1985: 100-101).

Cependant, s'il est effectivement difficile d'identifier des liens forts et stables entre partis et société, en conclure l'absence de liens semble quelque peu exagéré. De fait, il n'existe pas d'études approfondies de cette question qui permettraient d'étayer cette hypothèse. D'ailleurs, Schüller (1997), qui a procédé à l'étude la plus précise de l'implantation d'un parti après 1980, avance au contraire l'hypothèse de liens entre le SHP à Istanbul et certains groupes d'originaires de tel ou tel département. Dans l'absolu (et dans d'autres contextes), l'absence d'implantation sociale facilement identifiable n'empêche pas de l'étudier. Au contraire, faire la sociologie de l'implantation partisane dans un contexte de grande volatilité électorale ne manque pas d'intérêt : la volatilité qui se manifeste au niveau du comportement électoral est-elle observable aussi au niveau de l'implantation ? Certaines indications donnent en effet à penser qu'il est relativement courant de fréquenter un parti et de voter pour un autre... Quelles sont les logiques de cette instabilité ? Peut-on vraiment observer l'instabilité voire l'inexistence de milieux partisans ? Cette absence d'études approfondies ne s'explique donc pas par l'absence d'intérêt d'une telle entreprise, mais nous semble tenir à plusieurs facteurs : d'une part, cet état de fait est largement condamné et à ce titre considéré comme illégitime : « A (...) malaise in the party system is the organizational weakening of parties and of party identification ties » (Özbudun 2000: 79) ; d'autre part, après 1980, la science politique turque a connu une véritable crise, beaucoup de ses meilleurs représentants ayant été, au mieux, condamnés à l'exil et ayant du, de ce fait, abandonner la tradition de recherche jusqu'alors basée sur des terrains empiriques. Le déplacement de la plupart de ses représentants à l'étranger et notamment outre-Atlantique a contribué à l'imposition de méthodes quantitativistes, souvent appliquées sans tenir compte de certaines spécificités du terrain turc, conduisant parfois à des apories.

Il faut cependant reconnaître que l'étude de l'implantation partisane dans ce contexte est loin d'être simple. En l'absence de registres de membres fiables, comment saisir l'implantation sociale ? Certains ont choisi de conduire un questionnaire sur la base des listes de membres disponibles (Çaha ; Toprak ; Dalmis 1996) ; sans une réflexion préalable sur les significations et les usages de l'adhésion, ce procédé semble cependant discutable. Dans les années 1970, Güneş-Ayata avait choisi de travailler sur l'implantation sociale du CHP dans deux sites à partir de l'échantillon des délégués : “The only accurate records of the rank and file were kept in order to designate ‘delegates’ in a political party. In the pyramid of party activists, the delegates make up the base. In principle, the delegate was an elected representative of the party members of an administrative district and the number of delegates was proportionate to the number of votes the party obtained in any one district. The records of delegates were kept meticulously because these people could vote in election primaries and intra-party elections carried out in the presence of judges. Although in theory delegates were elected by party members, such elections took place only in very large cities, not usually in villages, and only rarely in towns and small cities. Yet this did not create much of a problem because the number of members willing to become delegates was not large enough to make this a competitive position (...) I have chosen the delegates as basis for my analysis not only for the reliability of the records but also because they were the committed, grass-roots party

activists. A delegate voted in election primaries and therefore had to have some kind of awareness of party affairs” (Güneş-Ayata 1990: 163-164). Prendre les délégués comme base pour étudier l’implantation sociale ne semble plus faisable sous cette forme aujourd’hui, en tous cas sans prendre en compte le mode de désignation des délégués « primaires », nommés par les directions locales des partis – y compris parmi des personnes n’ayant que peu voire pas de lien avec celui-ci. Schüler quant à lui (1997), pour cerner les rapports entre le SHP et ses membres, combine de manière pragmatique différentes méthodes, quantitatives (l’analyse de registres partisans et des votes pour ce parti) et qualitatives (l’étude de la correspondance adressée au parti) ; il souligne les limites de son questionnaire sur les membres d’une organisation locale, liées aux difficultés méthodologiques qu’il soulève.

Quelques pistes à approfondir

Il semble que cet état des lieux nous condamne au pragmatisme inauguré par Schüler.

Milieus, réseaux, factions

Il est par exemple envisageable de conduire des enquêtes dans les locaux des partis, comme cela est fait ailleurs, pour prendre comme échantillon ceux qui les fréquentent (les usages partisans d’internet n’ont pas encore la même importance qu’en France, même s’ils en prennent peu à peu).

Par ailleurs, pour tester la prétendue volatilité, il semble nécessaire d’intégrer la temporalité, et d’étudier avec précision les carrières partisans, les cohortes d’adhésion et/ou de mobilisation. Observe-t-on effectivement une mutation des modes d’implantation des partis, par exemple après 1980 avec l’interdiction de liens institutionnalisés avec d’autres organisations ? Si on constate l’instabilité de l’implantation, quelles sont ses logiques ? Comment s’opèrent alors ces changements ? Et quelles sont alors leurs conséquences sur les clivages, d’éventuelles logiques de désadhésion ou de démobilisation ?

Dans tous les cas, il nous semble véritablement nécessaire de mener des études qualitatives, qui prennent acte du fait de l’importance de l’interconnaissance - un membre n’est pas égal à un membre – et de l’informel. Entrer au cœur des milieux partisans et partir à la recherche de leurs logiques, de la manière dont ils établissent leurs réseaux impose une démarche inductive, et des études monographiques centrées sur des partis précis pour entrer dans leur fonctionnement. Ainsi, l’une des études les plus stimulantes vient de l’anthropologie, basée sur une longue observation de terrain : elle étudie l’imbrication complexe entre milieux partisans et réseaux sociaux, met à jour des motifs non politiques de l’adhésion partisane et des formes d’interaction inattendues (White 2002). Ainsi, travailler à partir de milieux (Sawicki 1997) constitue une piste prometteuse qui mérite d’être approfondie. Ainsi, à Adana, le phénomène d’« équipes » (*ekip*) autour d’une ou de quelques personnes, s’appuyant sur quelques groupes, semble extrêmement important dans l’implantation de certains partis (le CHP et le DYP notamment) ; il existe des retournements, mais qui ne semblent pas « si » fréquents. Il faudrait étudier ce phénomène, en prenant en compte ici encore la circulation de ressources et le rôle des partis dans celle-ci, ainsi que la question du clientélisme. Dans cette perspective, une autre piste à creuser est celle des réseaux sociaux sur lesquels s’appuient les partis, qui permettrait de systématiser l’étude des relations internes et externes aux partis. On pourrait envisager de mettre en place de véritables analyses de réseaux, et étudier la possibilité d’utiliser les instruments quantitatifs liés à ces approches. De même, la question de la multipositionnalité n’est pratiquement jamais posée, or elle

semble centrale, surtout dans un contexte dans lequel les liens institutionnalisés sont découragés, mais les liens d'interconnaissance restent extrêmement importants.

Enfin, il serait important, peut-être avec ces mêmes outils, de s'intéresser de près à la question des factions, à la formation (et la déformation) de cliques à différents niveaux des partis. En effet, le factionalisme est toujours une caractéristique des partis turcs, mais il a rarement été étudié de manière précise: "The interclass nature of Turkish political parties, the looseness and vagueness of party ideology and strategies, a conflictual style of competition, frequent interruptions and recommencements of democracy with imposed changes and institutional arrangements rendering compromise unnecessary, and the personalism of Turkish politics are factors that have all contributed to factionalism" (Türsan 1995:171). Ce factionalisme est favorisé par la récurrence des gouvernements de coalition: "Coalition government, where the coalition is at stake and any vote counts, has impeded the reinforcement of party discipline (...) policy-making is a continuous process of conflict between faction leaders of party organizations, parliamentary groups and individual faction leaders" (Türsan 1995: 180, 183). "Exclusion from power and not power sharing through incorporating factions into power structures has traditionally been the manner of dealing with factions and maintaining party discipline in Turkish political parties" (Türsan 1995:183). Rien n'indique que les factions et les cliques répondent aux mêmes logiques et sont structurées de la même manière au niveau des groupes parlementaires et des organisations locales, mais il faudrait analyser leur articulation – si elle existe. Il faudrait donc étudier de manière plus précise comment se mettent en place des coalitions dans et autour des partis.

Des approches localisées

L'écrasante majorité des études des partis se situe au niveau national sans que soit même ressenti le besoin de justifier ce choix. Or, à travers ces pistes, nous voulons insister sur la nécessité de ne pas tomber dans l'aporie d'une vision de partis comme des systèmes autonomes et décrochés des environnements dans lesquels ils agissent. La démarche ici proposée implique au contraire de procéder à des études localisées. Certains indices semblent confirmer la pertinence de cette approche : citons pêle-mêle l'importance des disparités sociales et géographiques qui caractérisent la Turquie, l'existence de sous-champs politiques locaux avec une offre et des enjeux politiques spécifiques - notamment dans le sud-est du pays (Dorronsoro), ou encore la territorialisation très nette des comportements électoraux (Çarkoğlu, 2000b ; Secor 2001, West 2005). En outre, la valeur des différentes ressources valorisées ou non dans et par les partis varie géographiquement (Dorronsoro 2005b).

Privilégier des approches localisées doit d'abord permettre de réencadrer l'étude des partis dans leur contexte social et historique. En se focalisant sur les conditions sociétales dans lesquelles les institutions partisans se fabriquent et se particularisent, en privilégiant le repérage des multiples transactions pratiques qui lient les acteurs, on devrait mieux comprendre leurs modes d'imbrication dans le social ainsi que ce qui les amène à se transformer institutionnellement, dans le temps et dans l'espace. Mettre l'accent sur l'imbrication du politique et d'autres dimensions du social nous semble d'autant plus important que rien ne permet de postuler ici l'autonomie du politique par rapport au social ; rien ne permet de penser que ce degré d'autonomie est constant dans le temps et l'espace ; il s'agit justement de l'une des questions centrales – comme celles, d'ailleurs liées, de la spécialisation et de la professionnalisation du politique - à laquelle ce projet a pour but d'apporter quelques éléments de réponse. Il nous semble donc que, spécifiquement dans la perspective adoptée, l'espace local est un point d'observation particulièrement pertinent pour

étudier les modes de structuration des partis et leur rapport avec d'autres dimensions du social, même si il ne peut en épuiser la description et l'analyse.

Nous suivons ici l'idée selon laquelle les propriétés sociales ne sont saisissables que dans les relations concrètes qui se nouent entre groupes sociaux et formations politiques dans des sites d'interaction particuliers, autrement dit que ce sont les configurations locales qui spécifient les propriétés des individus et des groupes (Sawicki 1997 : 23). Pour la Turquie, Güneş-Ayata fait le même constat: "The meaning of social-democracy, the motives behind participation in party politics and the social background of CHP delegates in these areas were very different" (Güneş-Ayata 1990: 164). Le travail de mobilisation et de recrutement est déterminé par des formes spécifiques de sociabilité et d'identité locale et/ou professionnelle (Fretel). Chaque site d'interaction étant entendu comme une configuration originale de processus généraux. Il s'agira donc de saisir la diversité spatiale des formes d'implantation et d'organisation des partis, les propriétés des groupes et acteurs dans leur contexte et en situation, l'influence de chaque configuration localisée sur les formes de mobilisation et d'organisations partisans qui y prévalent (Sawicki 1997 : 28). Ce projet doit donc donner lieu à des observations dans différents sites sélectionnés pour leur pertinence. Dans la mesure où ce type d'approche nécessite une véritable connaissance de terrains précis, nous comptons tirer parti de la connaissance qu'ont les uns et les autres de tel ou tel terrain particulier.

Il s'agira également de saisir l'articulation, en des sites donnés, du global et du local, du particulier et du général. Un parti n'est ni simplement une organisation standardisée et hiérarchisée, ni la somme de ses manifestations en différents sites ; il est indissociablement ce qui se passe en différents sites et le produit de l'interaction entre ces sites ; de même que son identité est à la fois celle que tentent d'en construire ses dirigeants locaux et fédéraux et ses dirigeants nationaux de façon plus ou moins concurrente (Sawicki 1997 : 17, 29).

C. Les militantismes partisans

Il s'agira donc de ne pas séparer les partis des réalités sociales changeantes sur lesquelles ils prennent appui, des propriétés sociales de leurs dirigeants, des conflits internes qui les opposent, et du travail de mobilisation qu'ils réalisent (Sawicki 1997 : 48). Pour la Turquie, le travail ayant le mieux articulé ces dimensions nous semble être celui de Güneş-Ayata (1991) qui identifie en deux sites différenciés les bases du parti et leurs changements, ainsi que la manière dont ces changements ont produit des variations dans les formes de participation ; elle les met en relation avec les changements idéologiques et organisationnels plus larges. Une dernière dimension consistera à éclairer la manière dont les formes partisans sont liées aux types d'enracinements militants et comment les types de capitaux militants valorisables par certains partis, dirigeants ou courants tendent à façonner les modes de gouvernement partisan.

L'on ne peut pas *a priori* penser les militantismes partisan en dehors des pratiques sociales des individus dans d'autres mondes sociaux (vie familiale, carrières professionnelles, engagements associatifs ou religieux, etc.). Les recherches s'orienteront donc sur les trajectoires militantes des individus (engagement, exit, ralliement à d'autres partis) avec une attention particulière portée aux liens qu'entretiennent les individus aux institutions partisans (sentiment de réalisation de soi, ajustements entre les attentes du parti et les attentes du militant, itinéraires de déception, acquisition et/ou réinvestissement de compétences et de carnets d'adresses, etc.). On tentera de comprendre les trajectoires qui conduisent à l'occupation de positions dirigeantes en rapportant ces trajectoires au contexte socio-politique dans lequel elles se sont constituées (Sawicki 1997 : 23). Il s'agira également d'analyser les

pratiques militantes d'un point de vue ethnographique, afin de cerner comment celles-ci se concrétisent dans les pratiques quotidiennes et s'articulent aux autres mondes sociaux des individus (investissement partisans de terrains autres qu'électoraux comme les chambres professionnelles par exemple). Ici aussi, il sera extrêmement intéressant de tenter de cerner le poly-engagement et le multipositionnement des militants.

Travailler sur les militantismes doit permettre d'éclairer les manifestations multiples de l'adhésion, de traiter la question des raisons d'agir des membres des partis politiques, la variabilité des rétributions. Pour ce faire, - comme on l'a vu au sujet des adhérents - partir d'une définition étroite du militantisme reposant sur un certain type d'activités risque fort de masquer des usages sociaux des partis diversifiés et parfois inattendus. Il conviendra d'adopter une vision large du militantisme, c'est-à-dire de replacer le militantisme « classique » au sens propre dans un éventail plus large d'investissements partisans. Cela permettra de prendre en compte un éventail large de pratiques militantes, qui passe certes par ce que l'on considère couramment comme constitutif du militantisme partisan (collage d'affiches, tractage, réunions etc. ...) mais qui va de la simple fréquentation de locaux ou de groupes d'interconnaissance à des formes d'engagement extrême incluant l'emploi de la violence, parfois contre soi (Grojean). Le choix de traiter ces formes de militantisme comme un continuum part de l'idée que l'on ne peut pas isoler *a priori* les formes de militantisme au sein du champ politique légal de celles du champ politique illégal, en raison des phénomènes de compétition, de mimétisme, et des passages existent entre les deux. En revanche, il faudra mieux comprendre quelles ressources, quels engagements, quelles attentes, quelles carrières militantes sont associées à ces différentes formes de militantisme.

De ce point de vue, des changements semblent être à l'œuvre, dont il s'agira de prendre la mesure, et qui pèsent sur le fonctionnement des organisations partisans: durant les années 1970, « Turkish parties have traditionally played an important role in electoral mobilization through local branches, door-to-door canvassing by party activists, and other grassroots activities to get out the vote. In recent elections, however, they have increasingly neglected such old-style organizational work and concentrated on media appeals and image building with the help of professional public relations experts » (Özbudun 2000: 84).

Cependant, il est aussi nécessaire de différencier les types de militantisme mis en place d'un parti à l'autre. Selon une enquête, la participation des adhérents aux activités partisans semble être plus forte dans les deux parties nationalistes (turc MHP et kurde Parti de la Démocratie (DEP, *Demokrasi Partisi*)) et le moins importante dans les partis de centre-droit (ANAP et DYP). Le RP islamiste, de manière étonnante, ainsi que les deux partis de centre-gauche (CHP et DSP) se situeraient entre ces deux extrêmes (TÜSES 1996 : 132-133). De manière étonnante, car le RP islamiste a unanimement été considéré comme une exception, innovant au niveau des pratiques militantes, ce qui est largement considéré comme le gage de ses succès électoraux (ce qui pose d'ailleurs la question de savoir pourquoi dans ce cas les autres partis ne l'ont pas suivi) : « The RP is the only party that has avoided this decline. The party is the only one that appreciates the importance of classical door-to-door canvassing by hundreds of thousands of highly motivated, devoted, disciplined party workers. Further, such activities are not limited to campaign periods but continue year-round (...) Membership entails obligations (such as taking part in party work) rather than rights (...). The party has effective women's and youth organizations that campaign not only during elections but also year-round. A new member is immediately introduced to party work and is assigned to a women's, youth or worker's committee or the polling booth committee. In fact, the party's organization is based on polling booth (isoloir) districts, within which each street – sometimes even each apartment building – is assigned to a particular member who, among other things, must get people out to vote on election day. Political education or indoctrination within the

party is strongly emphasized and is carried out by members called 'teachers'. Each district is assigned to a 'headmaster' and 'inspectors' at the provincial or regional level supervise the political education" (Özbudun 2000: 85, 92). A l'opposé, une enquête qualitative menée pendant la campagne électorale de 2002 auprès de militants du DYP de Bağcılar révèle l'important décalage entre idéologie partisane et des militants, et l'incapacité frappante du DYP à offrir un cadrage à ses propres militants. Les raisons justifiant le militantisme au sein du DYP ne sont pas liées à l'adhésion aux représentations véhiculées par le parti, ni même à la conviction que le parti est à même de résoudre les problèmes de la Turquie. Des motifs politiques sont rarement mis en avant pour justifier le militantisme qui prend la forme d'une activité sociale non politique sur fond d'attentes clientélistes diffuses. La plupart des individus sont devenus militants par le biais de réseaux familiaux, pour trouver un lieu de sociabilité ou chercher des soutiens. L'engagement est faiblement, voire pas du tout motivé par l'orientation ou des raisons politiques (Bulut 2005). Il faudrait systématiser ces observations et considérer de ce point de vue l'interaction entre organisations partisans et attentes militantes.

Conclusion

L'approche privilégiée ici consiste à éclairer les approches organisationnelles par les enracinements sociaux et militants des partis. Dans ce contexte, l'enjeu principal réside dans la capacité à ne pas séparer l'analyse des formes organisationnelles, des pratiques militantes et des stratégies politiques, de celle des propriétés sociales des dirigeants, saisies de manière relationnelle et compréhensive (Sawicki 1997 : 22).

De ce point de vue, un dialogue avec la sociologie des partis sur d'autres terrains semble véritablement nécessaire. Pour rendre ce dialogue et ces recherches productives, il sera nécessaire de se distancier de la normativité généralisée concernant l'analyse du politique et notamment des partis en Turquie. Dans un pays sommé d'intégrer l'Union européenne, dont les élites académiques sont tournées vers des horizons géographiques qui sont les mêmes que ceux où sont édictés les normes de la « bonne gouvernance », les nombreuses pratiques qui ne cadrent pas avec les idéaux-types ni avec les lois sont souvent négligées, niées, ou délégitimées dans l'analyse. Il s'agira au contraire de prendre acte des pratiques et des usages extrêmement diversifiés et souvent inattendus, pour faire avancer la compréhension et peut-être ouvrir de nouvelles perspectives.

Bibliographie

Ouvrages généraux

Charlot, Jean (1989) "Political Parties: Towards a New Theoretical Synthesis," *Political Studies* 37, pp. 352-361.

Dobry, Michel (1996) *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP.

Dobry, Michel (2000) "Les voix incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, août-octobre (4-5), p. 585-614.

Duverger, Maurice (1951) *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin.

Gazibo Mamoudou (2006) « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », introduction au dossier « partis politiques d'Afrique : retours sur un objet délaissé », *Politique africaine* 104, décembre, pp. 5-17.

Lawson, Kay, ed. (1994). *How Political Parties Work: Perspectives from Within*. Westport: Praeger.

Lefebvre, Rémi (2004) « Le socialisme soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », *RFSP* 54(2), pp. 237-260.

Offerlé, Michel (2006 [1987]) *Les partis politiques*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?

Sawicki, Frédéric (1997) *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.

Sur la Turquie contemporaine

Abadan, Nermin (1966) *Anayasa Hukuku ve Siyasi Bilimler Açısından 1965 Seçimlerinin Tahlili*, Ankara.

Acar, Feride (1991) "The True Path Party, 1983-1989", Metin Heper, Jacob M. Landau (eds.), *Political Parties and Democracy in Turkey*, London, IB Tauris.

Ahmad, Feroz (1977) *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, London, Hurst.

Akar, Atilla (2002) *Öteki DSP. Ecevitlerin gayri resmi öyküsü*, Istanbul, Metis.

Akgün, Birol (2001) "Aspects of Party development in Turkey", *Turkish Studies* (Spring) vol.2:n°1, p. 71-92.

Akıncı Uğur, "The Welfare Party's municipal track record : Evaluating Islamist Municipal Activism in Turkey" *Middle East Journal* 53, n°1, Winter 1999, p. 775-794.

Aleskerov, Fuad T. ; Ersel, Hasan; Sabuncu, Yavuz (2000) "Power and coalitional stability in the Turkish Parliament, 1991-99", *Turkish Studies*, Autumn, vol.1:n°2, p.21-38 : tabl., graph.

Aras, Bülent; Bacık, Gökhan (2002), "The mystery of Turkish Hizballah", *Middle East Policy*, vol.9:n°2, June, p.147-160.

Ayata, Ayşe (1993) 'Ideology, social bases, and organizational structure of the post- 1980 political Parties' in Eralp A., Tünay M., Yeşilada, B. (eds.); *The Political and socioeconomic transformation of Turkey*, Westport, CI/ London, Praeger.

Ayata, Sencer (1996) "Patronage, Party, and State: The Politicization of Islam in Turkey", *Middle East Journal* 50 (winter).

Ayata, Sencer; Günes-Ayata, Ayşe (2007) "The Center-Left Parties in Turkey", *Turkish Studies* vol. 8 n°2, Summer.

Başlevent, Cem; Kirmanoğlu, Hasan; Şenatalar, Burhan (2004-05) "Voter profiles and fragmentation in the Turkish party system", *Party Politics* 10(3), pp.307-324.

Başlevent, Cem; Kirmanoğlu, Hasan; Şenatalar, Burhan (2005) "Empirical investigation of party preferences and economic voting in Turkey", *European Journal of Political Research* 44 (4), 547-562.

Bektaş, Arsev (1988) *Demokratikleşme sürecinde Liderler Oligarşisi, CHP ve AP (1961-1980)*, Istanbul, Boğaziçi üniversitesi.

- Benusiglio Yvette, « Les grandes manoeuvres des partis politiques turcs – printemps-été 1985 », *CEMOTI* 1, 1985.
- Bila, Hikmet (1987) *Sosyaldemokrat Süreç içinde CHP ve sonrası*, Istanbul, Milliyet yayınları.
- Bila, Hikmet (1999) *CHP 1919-1999*, Doğan, Istanbul.
- Birtek, Faruk, Keyder, Caglar (1975), 'Agriculture and the state: an inquiry into agricultural differentiation and political alliances: the case of Turkey', *The Journal of Peasant Studies*, 2(4): 446 - 467
- Bora, Tanıl ; Can, Kemal (1991) *Devlet Ocak Dergâh. 12 Eylül'den 1990'lara ülkücü Hareket*.
- Bora, Tanıl; Can, Kemal (2004) *Devlet ve Kuzgun. 1990'lardan 2000'lere MHP*, Istanbul, İletişim.
- Bosuter Kudret (1969), *Türk Siyasal Partiler Sisteminde Parti İçi Demokrasi*, Ankara.
- Bozarslan Hamit, « Remarques sur la place du Parti communiste turc dans la constitution de l'état-nation turc : 1922-1946 », *CEMOTI* 1, 1985.
- Bulut (Ebru) (2005) « Cadrage et militantisme politique. Deux organisations locales de partis à Bağcılar, Istanbul », Manuscrit non publié.
- Coşkun, Süleyman (1995) *Türkiye 'de Poliltka (1920-1995)*, Istanbul, Cem.
- Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi, sur chaque parti.
- Çaha, Ö. ; Toprak, M. ; Dalmis, İ. (1996) "Siyasal Parti üyelerinde Siyasal Katılım Düzeyi : Kırıkkale Örneği » *Yeni Türkiye* 9, pp. 206-247.
- Çakır, Ruşen (1994) *Ne şeriat, ne demokrasi*, Istanbul, Metis.
- Çarkoğlu, Ali (1996) "25 Aralık 1995 seçimlerinde bölgeselleşme, oynaklık, parçalanma ve temsil adaleti », *Görüş*, TÜSİAD, p. 50-54.
- Çarkoğlu, Ali (1998) "The Turkish party system in transition: party performance and agenda change" *Political Studies*, vol.46:n°3 Special Issue, p.544-571.
- Çarkoğlu, Ali (2000a) "The geography of the April 1999 Turkish elections", *Turkish Studies*, vol.1:n°1, Spring, p.149-171.
- Çarkoğlu, Ali (der.) (2000b) *Siyasi Partilerde reform*, Istanbul, TESEV.
- Çarkoğlu, Ali (2002) „South European election watch: the rise of the new generation pro-islamists in Turkey : the Justice and Development Party phenomenon in the November 2002 elections in Turkey », *South European Society & Politics*, vol.7:n°3, Winter, p.123-156.
- Çarkoglu, Ali ; Hinich, Melvin J. (2002) "An Analysis of the Ideological Space Underlying Turkish Party Preferences" *Turkish Policy Quarterly*, Spring, pp.89-100.
- Çölaşan Emin (1975) *1973 seçimlerinde bürokrasi*, Istanbul, Milliyet yay.
- Dodd, C. H. (1969) *Politics and Government in Turkey*, Manchester.
- Doğan, Ali Ekber (2007) *Eğreti Kamusalılık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyeçilik*, Istanbul, İletişim.
- Dorronsoro, Gilles (ed) (2005a) *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions.

- Dorronsoro, Gilles (2005b) 'The autonomy of the political field. The resources of the Deputies of Diyarbakır (Turkey): 1920-2002', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°3, Being a MP in contemporary Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document477.html>
- Dorronsoro, Gilles ; Grojean, Olivier (2004) 'Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie', *European Journal of Turkish Studies*, Articles, URL : <http://www.ejts.org/document198.html>
- Dorronsoro, Gilles ; Massicard, Elise (eds.) (2005) « Being a Member of Parliament in contemporary Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°3, URL: <http://www.ejts.org/sommaire412.html>
- Erdem, Tarhan (2001) *Tıkanan siyaset*, Sel, Istanbul.
- Erdem, Tarhan; Uygurer, N. (1994) *CHP üye kayıtlarının merkezde toplanma projesi 1978*, Çağdaş/Ofset.
- Ergüder U. (1980-1981) "Changing patterns of electoral behaviour in Turkey" *Boğaziçi üniversitesi Dergisi*, 8-9, p. 45-81.
- Ergüder U. (1995) "The Turkish Party system and the future of Turkish democracy" in Balım Ç., Kalaycıoğlu E.; Karataş C.; Winrow G., Yasamee (eds.) *Turkey: Political, Social and economic challenges in the 1990s*, Leiden, Brill, p. 61-73.
- Ergüder, U. ; Hofferbert, R. I. (1988) „The 1983 Elections in Turkey: continuity or change in voting patterns“ in M. Heper, A. Evin (eds.) *State, Democracy and the military, Turkey in the 1980s*, Berlin, De Gruyter.
- Eroğul Cem (1970), *Demokrat Parti (Tarihi ve ideolojisi)*, Ankara, SBF yay.,
- Esmer Yılmaz (1995) « Parties and the electorate: A comparative analysis of voter profiles of Turkish Political Parties » in Balım Ç., Kalaycıoğlu E.; Karataş C.; Winrow G., Yasamee (eds.) *Turkey: Political, Social and economic challenges in the 1990s*, Leiden, Brill.
- Fliche, Benoit (2005) "De l'action réticulaire à la recherche du semblable. Ou comment faire lien avec l'administration" in Dorronsoro, Gilles (ed) *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, pp. 147-165.
- Frey, Frederick W. (1965) *The Turkish Political Elite*, Cambridge, The M.I.T. Press.
- Frey, F.W. (1975) « Patterns of elite politics in Turkey », in G. Lenczowski (ed.), *Political elites in the Middle East*, Washington, p. 41-82.
- Gençkaya, Ömer Faruk (2000) "Siyasi Partilere ve Adaylara Devlet Desteği, Bağışlar ve Seçim Giderlerinin Sınırlandırılması" in Çarkoğlu, Ali (der.); *Siyasi Partilerde Reform*, Istanbul, TESEV, pp.127-234.
- Gourisse, Benjamin (2005) *Militer à l'İşçi Partisi. Multiplicité des carrières militantes, modes d'activation et de conversion des ressources dans un parti politique turc ne donnant pas accès aux rétributions électorales*, Mémoire de DEA, Université Paris I – Sorbonne, dir. Gilles Dorronsoro, URL : <http://www.univ-paris1.fr/IMG/pdf/Gourisse-DEA.pdf>
- Göle, Nilüfer (1986) *Mühendisler ve ideoloji*.
- Güneş-Ayata, Ayşe (1990) "Class and Clientelism in the Republican People's Party" in Finkel, Andrew; Sirman, Nükhet (eds.), *Turkish State, Turkish Society*, London, Routledge, pp. 159-183.
- Güneş-Ayata Ayşe (1992) *CHP, örgüt ve ideoloji*, Ankara.

- Güney, Aylin (2002), "The People's Democracy Party", *Turkish Studies*, 3(1), p. 122-137.
- Hakyemez, Yusuf Sevki ; Akgün, Birol (2002,Summer) "Limitations of the freedom of political parties in Turkey and the jurisdiction of the European Court of Human Rights" *Mediterranean Politics* vol.7:n°2, p.54-78.
- Hazama, Yasushi (2003) "Social cleavage and electoral support in Turkey: toward convergence ?" *The Developing Economies*, September vol. 41, n°3, pp.362-387.
- Heper, Metin (1985), *The State tradition in Turkey*, Walkington, The Eothen. Press,.
- Heper, Metin; Landau, Jacob M. (eds.) (1991) *Political Parties and Democracy in Turkey*; London, Tauris.
- Kabasakal, Mehmet (1984) *Türkiye 'de Siyasal Parti örgütlenmesi. 1908-1960*, Ank. Üninv. Siyasal Bilimler Fak.; public. 1991, Tekin yay., Istanbul.
- Kalaycıoğlu, Ersin (1985) "The Turkish Political System in Transition: Multi-Party Politics in the 1980s", *Current Turkish Thought* 56, pp. 2-36.
- Kalaycıoğlu, Ersin; Sarıbay, A. Y. (1991) "Çocukların parti tutmasını belirleyen etkiler", *Toplum ve Ekonomi*, 1, p. 137-150.
- Kalaycıoğlu, Ersin (1994) "Elections and Party Preferences in Turkey: Changes and Continuities in the 1990s", *Comparative Political Studies* 27, pp. 402-424.
- Kalaycıoğlu, Ersin (1999) "The shaping of the party preferences in Turkey: Coping with the post-war Era", *New Perspectives on Turkey* 20, Spring, p. 47-76.
- Kalaycıoğlu, Ersin; Ergüder, Üstün; Çarkoğlu, Ersin (2007) *Turkish Democracy today: Elections, Protest and Stability in an Islamic Society*, London, Tauris.
- Karpat Kemal, *Turkey's politics: The transition to a multi-party system*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1959.
- Kili, Suna (1976) *Cumhuriyet Halk Partisinde gelişmeler : siyaset bilimi açısından bir inceleme*, Istanbul, Bogaziçi Üniversitesi Yayinlari
- Koçak, Mustafa ; Örucü, Elin (2003) « Dissolution of political parties in the name of democracy : cases from Turkey and the European Court of Human Rights", *European Public Law* vol.9:n°3, September, p. 399-423.
- Kudat, Ayşe (1975), « Patron-Client Relations : the State of the Art and Research in Eastern Turkey », in Akarlı (E.), Ben Dor (G.), eds., *Political Participation in Turkey*, Istanbul, Boğaziçi Üniversitesi, pp. 61-87.
- Landau, Joacob M. (1982) "The Nationalist Action Party in Turkey", *Journal of Contemporary History* 17 (4), pp. 587-606.
- Leder Arnold (1976), *Catalysts of Change: Marxist versus Muslim in a Turkish Community*. Austin, Texas : Middle East Monographs 1, Centre of Middle Eastern Studies.
- Leder Arnold, "Party competition in Rural Turkey: Agent of Change or Defender of Traditional Rule?", *Middle Eastern Studies*, vol. 15, n°1, janvier 1979, pp. 82-105.
- Levi, Avner (1991) "The Justice Party, 1961-1980" in Metin Heper, Jacob M. Landau (eds.), *Political Parties and Democracy in Turkey*, London, IB Tauris, p. 134-151.
- Mardin, Şerif (1973) "Center-periphery relations: A key to Turkish politics?" *Daedalus*, 102(1), pp. 169-190.

Massicard, Elise (2003), *Les élections du 3 novembre 2002 : un renouveau de la vie politique turque ?* Istanbul, Les dossiers de l'IFEA n°15, URL: <http://www.ifea-istanbul.net/publi/dossiers/dossier15.pdf>

Massicard, Elise (2005) "Differences in role-orientation among Turkish MPs", *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°3, Being a MP in contemporary Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document499.html>

Meeker, Michael (1972) « The great family Aghas of Turkey : A study of a changing political culture » in Antoun (R.), Harik (I.), eds., *Rural Politics and Social Change in the Middle East*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 237-266.

Morlino, Leonardo (1995) "Political Parties and Democratic Consolidation on Southern Europe", in Gunther, Richard; Diamandouros, P. Nikiforos; Puhle, Hans-Jürgen (eds.), *The Politics of democratic consolidation: Southern Europe in Comparative Perspective*, Baltimore, John Hopkins University Press.

Narlı, Nülüfer ; Dirlik, S. (1996) « Türkiye'nin siyasal Haritası », *Yeni Türkiye* 9, pp. 125-151.

Onulduran Ersin, *Political development and political parties in Turkey*, Ankara, SBF yay. 1974

Özacun Orhan (1993) *CHP Bibliografya denemesi*, Istanbul, Fatih Ofset.

Özbudun, Ergun (1980) "Voting behaviour: Turkey" in Landau, J., Özbudun, E.; Tachau, F. (eds.) *Electoral politics in the Middle East: Issues, voters and elites*, Stanford, Hoover institute press, p. 228-240.

Özbudun (1981a) "Turkey: the Politics of Clientelism" in Eisenstadt, S. N.; Lemarcadn, R. (eds.), *Political Clientelism, Patronage and Development*, Beverly Hills, Sage.

Özbudun, Ergun (1981b) « The Turkish Party System: institutionalization, polarization, and fragmentation" *Middle Eastern Studies*, 17, April, p. 228-240.

Özbudun, Ergun (1995) "Turkey: Crises, Interruptions, and Reequilibrations", in Diamond, J. Linz, J. and Lipset S. M. (eds.) *Politics in Developing countries: Comparing experiences with democracy*, 2nd ed., Boulder, Lynne Rienner.

Özbudun Ergun (2006) "From Political Islam to Conservative Democracy: The Case of the Justice and Development Party in Turkey" *South European Society & Politics* Volume 11, Number 3-4 / September-December 2006 Pages: 543 – 557.

Özbudun, Ergun (2000) *Contemporary Turkish Politics: Challenges to Democratic Consolidation*, Boulder, Rienner.

Özbudun, Ergun; Tachau, Frank (1975) "Social change and electoral behaviour in Turkey: toward a critical realignment?" *International Journal of Middle East Studies*, 6, pp. 460-480.

Özcan, Yusuf Ziya (2000) "Determinants of Political Behaviour in Istanbul, Turkey", *Party Politics* 6 (4), pp. 505-518.

Özdalga, Haluk (2005) *Kötü Yönetilen Türkiye. Örnek vaka DSP*, İstanbul, Kitap yayınevi.

Öznur Hakkı (?) *Ülkücü Hareket Türk Siyasi Tarihinde*, 6 cilt, Alternatif yayınları.

Payashoğlu, Arif T. (1964) "Political Leadership and Political Parties: Turkey", in Robert E. Ward, Dankwart A. Rustow (eds.), *Political Modernisation in Japan and Turkey*, Princeton, p. 411-433.

- Perinçek Dogu, *Anayasa ve Partiler Rejimi : Türkiye’de Siyasi Partilerin İç Düzeni ve Yasaklanması*, İstanbul : Kaynak Yayınları, enlarged second edition, 1985, 431 p."
- Rubin, Barry; Heper, Metin (2002) (eds.) *Political parties in Turkey*, London, Cass.
- Rustow, D. (1966) "The Development of Parties in Turkey", in J. La Palombara, M. Weiner (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, p. 107-133.
- Sakallıoğlu, Ümit Cizre (1996) "Liberalism, Democracy, and the Turkish Centre-Right: The Identity Crisis of the True Path Party", *Middle Eastern Studies* 32, April, p. 142-161.
- Sayarı, Sabri (1972) *Party politics in Turkey: Dimensions of Competition and Organization*, Ann Arbor, MI: University Microfilms.
- Sayarı, Sabri (1975) « Some Notes on the Beginning of Mass Political Participation in Turkey », in Akarlı, Ben-Dor (eds.) *Political Participation in Turkey: Historical Background and Present Problems*, İstanbul, Boğaziçi University.
- Sayarı, Sabri (1976) "Aspects of party organization in Turkey", *The Middle East Journal*, printemps, 30:2, pp. 187-199.
- Sayarı, Sabri (1977) "Political Patronage in Turkey", in Gellner, Ernest; Waterbury, John (eds.), *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*, Londres, Duckworth.
- Sayarı, Sabri (1978) « The Turkish Party System in Transition », *Government and Opposition* 13, pp. 39-57.
- Sayarı, Sabri; Esmer, Yilmaz (2002) *Politics, parties, and elections in Turkey*, Boulder, Lynne Rienner.
- Sayarı, Sabri (2003) "The study of Domestic Politics: Continuities and Changes in Research Agendas" in Quataert, Donald; Sayarı, Sabri (eds.) *Turkish Studies in the United States*, Bloomington, Indiana Univ. Press, pp. 43-58.
- Sayarı, Sabri (2006) "Review of Türsan, Huri". *South European Society & Politics* 11(2), June, pp. 313 – 327.
- Sayarı, Sabri (2007) "Towards A New Turkish Party System?" *Turkish Studies* vol. 8 n°2, Summer.
- Secor, A. J. (2001) « Ideologies in crisis: political cleavages and electoral politics in Turkey in the 1990s" *Political Geography* vol.20:n°6, June, p. 539-560 : tabl., graph.
- Sencer, Muzaffer (1971) *Türkiye’de siyasal partilerin sosyal temelleri*, İstanbul, Gençış yay.
- Stirling, Paul (1965) *Turkish Village*, New York, Wiley, p. 281-282.
- Sunar, İlkey (1990) "Populism and patronage: The DP and its legacy in Turkey" *Il Politico* 4, 745-757.
- Sunar, İlkey (1995) "The politics of state interventionism in ‘populist’ Egypt and Turkey" in Öncü Ayşe, Keyder Çağlar, İbrahim S. E. (eds.) *Developmentalism and beyond*, The American University in Cairo Press, p. 94-111.
- Szyliowicz, Joseph S. (1962) « The political dynamics of rural Turkey », *Middle East Journal*, vol. 16, n°4, Fall.
- Szyliowicz, Joseph S. (1966) *Political Change in modern Turkey: Erdemli*, The Hague/Paris, Mouton.
- Tachau, Frank (1973) "Turkish Provincial Party Politics" in Kemal H. Karpat (ed.), *Social Change and Politics in Turkey*, Leiden, Brill, pp. 282-316.

- Tachau, Frank; Good, Mary-Jo (1973) "The Anatomy of Political and Social Change", *Comparative Politics* vol. 5(4), July.
- Tachau, Frank (1991) "The Republican People's Party, 1945-1980" in Metin Heper, Jacob M. Landau (eds.), *Political Parties and Democracy in Turkey*, London, IB Tauris, p. 99-118.
- Tachau, Frank (2000) "Turkish political parties and elections: half a century of multiparty democracy", *Turkish Studies* (Spring) vol.1:n°1, p.128-148.
- Tarih Vakfı (ed.) (1996) *Sivil Toplum Kuruluşları Rehberi*, İstanbul, Tarih Vakfı.
- Tepe, Sultan (2005a) "Religious parties and democracy: a comparative assessment of Israel and Turkey", *Democratization*, vol.12:n°3, June, p. 283-307.
- Tepe, Sultan (2005b) "Turkey's AKP : a model "muslim democratic" party ?" *Journal of Democracy*, vol.16:n°3, Juillet, p.69-82.
- Tepe, Sultan (2007) "Politics between market and Islam: the electoral puzzles and changing prospects of pro-islamic parties", *Mediterranean Quarterly*, vol.18,n°2, Spring, p.107-135.
- TESAV (der.) (1995) *Siyasi Partiler ve Demokrasi (Sempozyum)*, TESAV yay., Ankara.
- TESAV (der.) (2005) *Siyasi partiler ve seçim kanunlarında değişiklik önerileri*, TESAV yay. Ankara.
- Teziç, Erdoğan (1976) *Siyasi partiler, partilerin hukuki rejimi ve Türkiye'de partiler*, İstanbul, Gerçek yay.
- Topkaya, Erkin (ed) (1969) *Anayasa, Siyasi Partiler Kanunu, Program ve Tüzükleriyle Türkiye'de başlıca Siyasi Partiler*, Ankara.
- Tosun, Tanju (2003) *Siyasette Yeniden Mevzilenmeler*, Büke, İstanbul.
- Tunaya, Tarık Zafer (1952) *Türkiye'de Siyasî partiler*, İstanbul; reed. (1989), trois tomes, Hürriyet Vakfı.
- Tuncay, Suavi (1996) *Parti İçi Demokrasi ve Türkiye*, Gündoğan, Ankara.
- Tuncay, S. (1998) „Türkiye'de Parti İçi Demokrasinin Gelişimi ve Bu Gelişimi Engelleyen Faktörler“, *Yeni Türkiye*, s. 23-24, Eylül-Aralık, pp. 979-994.
- Turan, İlter (1985) "Changing horses in midstream": party changers in the Turkish Grand National Assembly', *Legislative Studies Quarterly* 10, pp. 21-34.
- Turan, İlter (2003) "Volatility in Politics, stability in Parliament: an impossible dream? The Turkish Grand National Assembly during the last two decades", *Journal of Legislative Studies* 9(2), pp. 151-176.
- Turan, İlter (2006) "Old Soldiers Never Die: The Republican People's Party of Turkey" *South European Society & Politics* 11(3-4), September-December, pp. 559-578.
- Turan, İlter ; İba, Şeref ; Zarakol, Ayşe (2005) 'Inter-party mobility in the Turkish Grand National Assembly: curse or blessing?', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°3, Being a MP in contemporary Turkey, URL : <http://www.ejts.org/document400.html>
- Türsan Huri (1995) "Pernicious party factionalism as a constant of transitions to democracy in Turkey", *Democratization* 2 (1), print. 95 : p. 168-184.
- Türsan, Huri (2004) *Democratisation in Turkey : the role of political parties*, Bruxelles ; New York, Peter Lang.

TÜSES Veri Araştırma (1996) *Türkiye’de siyasi parti seçmenlerin nitelikleri, kimlikleri ve eğilimleri*, Ankara.

TÜSİAD (1991) *Türk toplumun değerleri*, İstanbul, (p. 22-23)

Unbehaun, Horst (1994) *Klientelismus und politische Partizipation in der ländlichen Türkei. Der Kreis Datça 1923-1992* [Clientélisme et participation politique dans la Turquie rurale. Le canton de Datça, 1923-1992], Hambourg: Schriften des Deutschen Orient-Instituts.

Ünsal, Artun (1970) *Parti Ouvrier de Turquie*, thèse d’Etat non publiée, Université de Paris I.

Ünsal, Artun (1982) ‘Origines professionnelles des élites politiques turques : les élus de 1977’, in *Seha L. Meray’a Armağan*, Ankara, SBF, pp. 643-678.

Vaner, Semih (1976) *Le parti de la justice (sa genèse, son idéologie, son électorat)*, doctorat d’Etat non publié, Université de Paris I.

Vaner, Semih (1985) “Système partisan, clivages politiques et classes sociales » *CEMOTI* 1, pp. 1-27.

Vaner, Semih (1989) “Le clientélisme de parti et la science politique turque”, *CEMOTI* n°7.

Watts, Nicole (1999) “Allies and Ennemies: Pro-Kurdish Parties in Turkish Politics, 1990-1994”, *International Journal of Middle East Studies*, vol. 31, n°4, November.

Watts, Nicole (2006) « Activists in office: Pro-Kurdish Contentious Politics in Turkey », *Ethnopolitics* 5 (2), juin, pp. 125–144.

West, W. Jefferson II (2005) “Regional cleavages in Turkish Politics: An electoral Geography of the 1999 and 2002 national elections”, *Political Geography* 24, pp. 499-523.

White, Jenny (2002) *Islamist Mobilization in Turkey. A study in vernacular politics*, University of Washington Press.

Yeşilada B. (1987) « New political parties and the problems of development in Turkey » *New Perspectives on Turkey* 1, p. 35-62.

Yildirim, Ergun; İnac, Hüsamettin ; Özler, Hayrettin (2007) « A Sociological Representation of the Justice and Development Party: Is It a Political Design or a Political Becoming? » *Turkish Studies* (vol. 8, No. 1), Spring.